

## Austérité, terreur raciste, loi Aubry...

# Pour une lutte de classe contre le gouvernement bourgeois de front populaire!



Après deux ans et demi de gouvernement de front populaire, le mécontentement ouvrier monte. A gauche, les Michelin le 21 septembre à Clermont-Ferrand. A droite, manifestation en Guadeloupe le 25 septembre pour la libération d'Armand Toto, syndicaliste de l'UGTG.

Nous reproduisons ci-dessous la présentation, revue pour publication, de notre camarade Myriam Morin lors du meeting public de la LTF à Paris le 26 novembre 1999.

Ces derniers mois les grèves se multiplient dans différents secteurs de la classe ouvrière dans toute la France. La première grève significative a eu lieu au printemps, quand les cheminots sont partis en grève en pleine guerre impérialiste contre la Serbie. Pendant l'été, les éboueurs de Marseille sont partis en grève, et ont gagné leurs revendications. Ensuite il y a eu les protestations chez Michelin à Clermont-Ferrand après qu'Edouard Michelin avait annoncé que tout en faisant des bénéfices record, il était « obligé » de licencier 10 % des employés. Depuis, les postiers de Bordeaux et de certains arrondissements de Paris ont été en grève pendant des semaines. Les transports en commun de Marseille et Lyon viennent juste de finir une grève. Il y a eu une grève de six jours à l'usine Renault de Flins; des nettoyeurs du métro, dans leur immense majorité d'origine immigrée, sont en grève sur certaines lignes du métro parisien; et les équipes techniques et les journalistes de télévision étaient en grève aussi. Et ça, c'est juste les luttes les plus importantes, il y en a plein d'autres aussi.

Beaucoup des grèves récentes ont été contre l'application des lois sur les 35 heures (les lois Aubry). Comme nous l'avons écrit dans notre journal en septembre: « Nous sommes contre cette loi qui

### Pour un parti ouvrier révolutionnaire multi-ethnique! Pour de nouvelles révolutions d'Octobre!

*n'a rien à voir avec la réduction du temps de travail et tout à voir avec un renforcement massif de l'austérité anti-ouvrière. Ce gouvernement, qui, avec ses alliés de l'OTAN, vient de détruire en deux mois de bombardements l'essentiel des infrastructures de la Yougoslavie, réduisant en cendres de nombreuses usines et le gagne-pain des ouvriers en Yougoslavie, poursuit en France les attaques contre la classe ouvrière aussi» (le Bolchévik n° 150, automne 1999).*

La « gauche » réformiste s'était lancée dans la campagne pour les 35 heures, reprenant la ligne du gouvernement comme quoi il s'agirait de la réduction du temps de travail et que cela contribuerait à la lutte contre le chômage. Ils ont ainsi servi de couverture au gouvernement pour lancer la loi Aubry de flexibilité anti-ouvrière. Nous nous sommes au contraire opposés dès le début à ce gouvernement pour lequel nous avons appelé à ne pas voter, *par principe*.

L'opposition de principe à la collaboration de classes est une position que nous la LCI, nous avons depuis notre naissance: une compréhension de la *nécessité* absolue de l'indépendance de la classe ouvrière vis-à-vis de son ennemi, la bourgeoisie. Comme cela a été le cas tout au long de l'histoire, les formations de collaboration de classes servent d'obstacle à la révolution ouvrière, c'est-à-dire désarment, démobilisent et démoralisent la classe ouvrière. En fait, toute l'histoire du léninisme et du trotskysme, c'est

l'histoire d'une lutte déterminée contre la collaboration de classes et pour construire un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste. C'était la signification de la lutte acharnée de Lénine contre les menchéviks, qui soutenaient le gouvernement provisoire bourgeois en 1917.

Notre perspective, c'est la révolution socialiste internationale, prenant pour modèle la Révolution russe de 1917, dirigée par le parti bolchévique. La Révolution russe a montré que la classe ouvrière peut prendre le pouvoir; mais pour cela elle a besoin d'un parti révolutionnaire. Nous sommes la continuité du parti bolchévique de Lénine et de Trotsky et nous nous battons pour construire les partis qui dirigeront le prolétariat à la victoire à travers le monde entier. Ceci ne peut se passer que dans le cadre d'une bataille politique féroce contre le reste de la soi-disant gauche, qui se réclame frauduleusement de la révolution.

Ayant abandonné depuis longtemps toute perspective révolutionnaire, les sociaux-démocrates ont pour seul programme de faire pression sur l'ordre bourgeois. Cela veut dire de renforcer l'idéologie bourgeoise au sein de la classe ouvrière et, quand c'est nécessaire, de se faire l'instrument direct des capitalistes contre le prolétariat. C'est pourquoi il faut un parti léniniste d'avant-garde pour combattre toutes les formes de réformisme et de centrisme, et pour gagner le prolétariat au programme révolutionnaire.

En fait la politique des réformistes les amène dans le camp de l'impérialisme français. Le PCF par exemple était au gouvernement en 1945 lors du massacre à Sétif de dizaines de milliers d'Algériens, et ils ont cherché avant tout à éviter une défaite humiliante à l'impérialisme français, et ce, jusqu'à sa défaite finale en 1962. Et aujourd'hui cela signifie d'adopter la politique antifemmes, anti-immigrés de la société bourgeoise. En particulier, la criminalisation des jeunes issus de l'immigration est une caractéristique depuis vingt ans des gouvernements capitalistes dirigés par des réformistes en France, par exemple la répression contre les lycéens sous le mot de code raciste de « casseurs », et le meurtre de nombreux jeunes issus de l'immigration dans les cités-ghettos par les flics. Et même la citoyenneté sur le papier ne représente pas une garantie en Europe de l'Ouest contre la déportation. La situation actuelle en France, et en fait dans d'autres pays d'Europe où des gouvernements capitalistes dirigés par des sociaux-démocrates mènent des attaques contre la classe ouvrière, les immigrés, les jeunes, les femmes, cette situation se place dans le cadre du « nouvel ordre mondial », après la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS qui a exacerbé les rivalités interimpérialistes.

Comme nous l'avons écrit dans notre « Déclaration de principes et quelques éléments de programme » publiée dans *Spartacist* (édition française) n° 32 (printemps 1998): « En Europe occidentale, les bourgeoisies, ne voyant plus la nécessité de conjurer le "spectre du communisme" en accordant un certain nécessaire, démantèlent le filet de sécurité que constituaient les programmes sociaux. Certes le climat idéologique de la "mort du communisme" affecte la conscience du prolétariat, mais

Suite page 2

M 2651 - 151 - 5,00 F - RD



## Lutte de classe...

Suite de la page 1

dans beaucoup de pays du monde, des combats de classe acharnés constituent une base objective pour la régénération du marxisme en tant que théorie du socialisme scientifique et de la révolution prolétarienne. Ce n'est pas le communisme, mais sa parodie, le stalinisme, qui s'est montré sans issue.»

### Le front populaire : pas une tactique, mais le plus grand crime

Qu'est-ce qu'un front populaire ? C'est une alliance de collaboration de classes au niveau électoral parlementaire, un pacte formel et conscient entre la bourgeoisie, ou des éléments de la bourgeoisie, et des partis ouvriers. Nous disons des « éléments » de la bourgeoisie parce que souvent les partis bourgeois y sont très petits. Aujourd'hui en France vous avez un gouvernement de front populaire : une alliance entre le PS et le PCF, des partis ouvriers-bourgeois, avec des partis bourgeois - le Mouvement des citoyens (MDC) de Chevènement, les Radicaux de gauche et les Verts. Mais comme le notait Trotsky pendant le front populaire en Espagne en 1936, même l'élément de la bourgeoisie le plus minuscule agit comme une goutte d'encre dans un verre d'eau, colorant le front populaire avec un serment de loyauté vis-à-vis de l'ordre bourgeois. Le front populaire est en France le mécanisme historique de la domination capitaliste sous forme de collaboration de classes, précisément à cause de la combativité historique de la classe ouvrière.

Les partis ouvriers impliqués sont d'habitude des partis ouvriers de masse, ce que Lénine appelait des partis ouvriers-bourgeois, qui sont des partis avec une base ouvrière, mais une direction pro-capitaliste qui cherche à lier la classe ouvrière aux patrons et leur Etat. Ces partis ont un programme bourgeois ; les réformistes s'engagent à préserver et défendre l'Etat capitaliste, et le front populaire est une des manières de le faire. Jetez un œil sur la plate-forme de n'importe quelle « union de la gauche » ou « unité populaire » ou « programme commun », ou quel que soit le nom qu'adopte la coalition de front populaire en question : vous y verrez qu'il y a *toujours* une garantie qu'ils - c'est-à-dire les partis ouvriers - préserveront les relations de propriété capitalistes.

Ce pacte avec des éléments de la bourgeoisie est la garantie donnée à la « grande » bourgeoisie que le front populaire ne menacera pas sa domination ; et il fournit l'alibi pour les réformistes (à la fois pour les partis à l'intérieur de la coalition de front populaire et pour leurs suivistes plus petits) afin qu'ils puissent prétendre qu'ils sont aux côtés de la classe ouvrière. Bien sûr leur plateforme n'est pas juste un truc électoral, ils sont vraiment dévoués à la préservation des formes de propriété capitalistes. Les réformistes, y compris ceux qu'on qualifie à tort d'« ex-



La révolution a été préparée par 15 ans de lutte des bolchéviques contre la collaboration de classes. Juin 1917: marins avec les mots d'ordre bolchéviques « Tout le pouvoir aux soviets ! » et « A bas les 10 ministres capitalistes ! »

trême gauche » en France, s'opposent au programme de la révolution prolétarienne. Leur rôle fondamental c'est de soutenir l'ordre capitaliste décadent en administrant l'Etat bourgeois. En France, la collaboration de classes se fait traditionnellement à travers le front populaire, un « partage » du pouvoir avec des partis bourgeois. En Grande-Bretagne, le parti travailliste a exercé le pouvoir en son propre nom, en alternance avec des conservateurs. D'une manière ou d'une autre ce sont des mécanismes de collaboration de classes dont l'objectif est de donner à penser à la classe ouvrière que c'est « son » gouvernement, et de rendre plus acceptables les attaques anti-ouvrières qui provoqueraient probablement une résistance ouvrière combattive si elles étaient infligées par des représentants ouverts de l'ennemi de classe.

Le front populaire désarme toujours politiquement la classe ouvrière - c'est son boulot. Le front populaire actuel s'est formé en réaction à la grève de décembre 1995 pour canaliser la combativité ouvrière dans la voie parlementaire. C'était une grève de trois semaines du secteur public et des transports, qui a complètement bloqué le pays.

Parfois il désarme aussi *littéralement* les ouvriers, c'est-à-dire militairement. C'est ce qui s'est produit en Espagne en 1936, et au Chili en 1973. Il y a aussi un exemple illustrateur, même s'il est obscur, dans l'histoire de ce pays. Après la Deuxième Guerre mondiale, le PC avait dix mille ouvriers en armes qui voulaient se battre pour le socialisme ; c'était les partisans qui avaient gardé leurs armes après la fin de la guerre. Dans ces conditions, de Gaulle a été obligé d'accepter le

PC et le PS dans le gouvernement, en échange de l'aide que fournirait le PC pour désarmer les partisans. Et le PC a été d'accord. Malgré une immense victoire électorale, le PC et le PS ont donné le pouvoir à de Gaulle. Les partisans résistaient, mais le PC a fait le sale boulot en convaincant les ouvriers d'abandonner leurs armes, avec le dirigeant du PC Duclos qui déclarait : « Hier notre devoir c'était de nous battre. Aujourd'hui notre devoir, c'est le travail, le travail, le travail. » Bien entendu, une fois qu'il avait fini son sale boulot, le PC était tellement discrédité aux yeux de la classe ouvrière qu'il n'était plus, à ce moment-là, d'aucune utilité pour la bourgeoisie, et il a été forcé de quitter le gouvernement.

### Pour l'indépendance de classe du prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie

Revenons sur la question des classes. Pour les marxistes, la société moderne est divisée en deux classes fondamentales et non pas en « droite » et « gauche » ou « pauvres » et « riches ». Les deux classes sont : la bourgeoisie et la classe ouvrière. Par « bourgeoisie », nous entendons ceux qui détiennent les moyens de production (les usines, les machines, etc.) ; par « classe ouvrière », nous entendons ceux qui produisent toutes les richesses de la société et qui n'ont que leur force de travail. Ces deux classes, par définition, ont des intérêts antagonistes et irréconciliables. Vous pouvez le voir très concrètement avec Edouard Michelin d'un côté, qui annonce les licenciements, et les ouvriers de l'autre, qui manifestent contre cela à

Clermont-Ferrand. Et donc pour nous communistes qui nous battons pour le renversement de la bourgeoisie par la classe ouvrière, l'indépendance de la classe ouvrière est vitale. Et justement l'objectif des fronts populaires est de lier la classe ouvrière à la bourgeoisie.

Quels sont les moyens dont dispose la bourgeoisie pour préserver sa domination de classe sur la vaste majorité de la population ? Essentiellement c'est à travers son Etat, c'est-à-dire des bandes d'hommes armés qui sont dévoués à la défense du système de production privé, le système capitaliste. L'Etat au fond c'est la police, l'armée, les prisons, les juges, les matons. Comme nous l'a enseigné la Commune de Paris, la révolution ouvrière doit *détruire* l'appareil d'Etat en le remplaçant par la dictature du prolétariat. C'est pourquoi la stratégie de « réformer » le capitalisme n'est pas seulement une illusion, elle est mortelle pour la classe ouvrière.

D'aider à alimenter ces illusions, c'est le rôle de la police politique de la bourgeoisie à l'intérieur du mouvement ouvrier : les bureaucrates syndicaux et les organisations réformistes de la pseudo-gauche qui enchaînent les ouvriers à la bourgeoisie. Les syndicats en France sont dirigés aujourd'hui essentiellement par les partis réformistes, le PS et le PCF, qui sont au service de la bourgeoisie et entièrement voués à celle-ci. Ces dernières années on a pu remarquer que les militants des organisations soi-disant révolutionnaires, notamment de Lutte ouvrière et de la LCR, occupent nombre de positions privilégiées dans les syndicats, au niveau de l'entreprise comme au niveau national. Ils ont eu un rôle déterminant pour faire reprendre le travail et casser la grève des transports de décembre 1995.

Si on examine les finances des organisations de la classe ouvrière comme les syndicats (et aussi des partis ou organisations réformistes, comme le PCF, Lutte ouvrière ou la LCR), on se rend compte de leur intégration de plus en plus grande à l'appareil d'Etat bourgeois. Ces gens dépendent de plus en plus de l'Etat et des patrons. Mais, comme dit le dicton, celui qui paie les violons choisit la musique. Trotsky a écrit en 1940 dans « Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste » : « Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : **indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste.** Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes de masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière. »

Les syndicats, comme organisations de défense, doivent être construits sur la base la plus large possible pour rendre maximale l'unité de la classe ouvrière contre les exploiters capitalistes. En France aujourd'hui, avec les différents syndicats, créés sur des bases politiques par différentes ailes de la bureaucratie réformiste, on peut voir que les bureaucrates reflètent et transmettent la politique de la bourgeoisie de diviser pour mieux régner. Nous sommes au contraire pour l'unité de la classe ouvrière sur les lieux de production, dans un seul syndicat industriel, en même temps que nous sommes pour un parti léniniste d'avant-garde basé sur un programme révolutionnaire cohérent, qui s'oppose de façon tranchée au programme de tous les autres partis, dans la perspective de leur arracher la direction des syndicats et de la remplacer par une direction révolutionnaire.

Le rôle du parti est vraiment crucial parce que pour faire une révolution, il faut scissionner les partis réformistes de masse et gagner leur base ouvrière contre leur direction traître pro-capitaliste. En tant qu'organisation révolutionnaire internationaliste, c'est cela notre perspective.

### Le front populaire pave la voie au fascisme

Souvent un des arguments qu'on entend pour soutenir une coalition de front populaire et voter pour elle, c'est que c'est important dans la « lutte contre le fascisme ». Lors de l'élection du gouverne-

## Nouvelles protestations contre le gangstérisme de LO

Nous reproduisons ci-dessous deux lettres reçues récemment en réponse à l'agression physique contre nous de la part de LO (voir le Bolchévik n° 150, automne 1999). Bien entendu, loin de nous faire des excuses, Lutte ouvrière n'a fait entendre qu'un silence coupable.

Nous attendons vos explications.

Recevez malgré tout, Camarades, notre salut.

Henri Libéra

le 4/11/99

Chers camarades,

C'est par hasard que j'ai découvert votre journal le « Bolchévik » dans un magasin de presse dans la ville où je demeure [...].

Je voudrais vous faire part de mon indignation contre les voyous de LO lors de la dernière fête de LO en mai dernier.

En ce qui me concerne, je sympathise avec une organisation révolutionnaire qui dénonce depuis toujours les trotskistes de LO et de la LCR, il s'agit du CCI (Courant communiste international) et son organe français nommé RI (Révolution internationale) que vous connaissez sûrement. Pour témoigner de mon indignation contre la violence de LO à votre égard, je vous apporte mon soutien en m'abonnant à votre journal « le Bolchévik ». Pourriez-vous me faire parvenir un petit mot pour savoir si Arlette vous a fait des excuses ?

Ci-joint mon chèque pour l'abonnement.

Sincères salutations révolutionnaires

A.M.

Editions associatives

En Avant

Bp 29, 1211 Genève 12, Suisse

Genève, ce 29 octobre 1999

Lutte Ouvrière

BP 233

75865 Paris cedex 18

France

concerne :

demande d'explications

suite aux brutalités du 24 mai dernier

Camarades,

Nous avons pris connaissance des brutalités de votre service d'ordre envers les militants de la LCI lors de la fête de votre parti le 24 mai dernier, qui ont conduit l'un d'eux à l'hôpital.

Sans partager les analyses de la LCI ni les reproches qu'ils vous portent, nous ne pouvons pas accepter cette violence injustifiée sans réagir.

## LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef: Herminio Sanchez

Réalisation: Xavier Brunoy

Pages « Spartacus ! »: Thomas Angelo

Diffusion: Marc Guétier

Directeur de publication: Xavier Benoît

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10  
Imprimerie: Roto Presse Numéris  
36-40, Bd Robert Schuman - 93190 Livry-Gargan  
Commission paritaire: n° 59267. Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

ment de front populaire actuel, c'est comme cela que LO et VDT ont justifié leur vote pour cette formation capitaliste. Mais rien n'est plus faux. En fait, le front populaire a toujours dans l'histoire pavé la voie à la réaction et au fascisme.

Les capitalistes gardent les fascistes en réserve. Ils préfèrent être au pouvoir sous ce qu'on connaît comme la « démocratie bourgeoise », qui fondamentalement veut dire semer dans la classe ouvrière des illusions dans la « liberté » ou la « paix sociale ». Le fascisme est la forme la plus extrême de domination capitaliste. La bourgeoisie, au désespoir de maintenir sa domination de classe, aura recours à tous les moyens, même si c'est le fascisme, qui signifie un Etat policier et la destruction complète du mouvement ouvrier organisé. Il attire la petite bourgeoisie désespérée qui est acculée à la ruine par la crise économique. Il se développe sur la base du chômage de masse et du désespoir, comme on peut le voir maintenant en Allemagne de l'Est avec les ravages de la contre-révolution capitaliste, ou ici avec Le Pen qui prend les immigrés pour bouc émissaire du chômage de masse.

Pour combattre le chômage qui est inhérent au capitalisme, les trotskystes doivent avoir un programme de partage du travail entre toutes les mains sans perte de salaire, liant la lutte contre le chômage ainsi que d'autres besoins immédiats de la classe ouvrière à la prise du pouvoir par le prolétariat. Nous sommes pour des mobilisations ouvrières/immigrées pour stopper les fascistes, de façon similaire à la mobilisation ouvrière/noire de masse dont nous avons été à l'initiative le mois dernier qui a stoppé le Ku Klux Klan à New York.

Les ouvriers immigrés représentent une partie stratégique du prolétariat dans ce pays. Le seul moyen pour unifier les différentes couches de la classe ouvrière autour de ses intérêts de classe fondamentaux, et le seul moyen de souder les luttes des opprimés derrière un axe prolétarien, c'est le parti léniniste d'avant-garde, qui est l'incarnation du programme de la révolution prolétarienne internationale et l'instrument nécessaire pour diriger la révolution. Contre la division raciste de la classe ouvrière qui empêche qu'elle lutte de façon unie contre les patrons, nous appelons aux pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés. Seule la classe ouvrière peut en finir une bonne fois pour toutes avec la menace du fascisme, en renversant à travers une révolution prolétarienne le système d'exploitation capitaliste tout entier qui sécrète crise économique, racisme et guerre.

Mais avant d'avoir recours à leur « solution finale » du fascisme, la bourgeoisie a un autre recours, le front populaire. Trotsky faisait remarquer dans le *Programme de transition* que « Les "Fronts populaires" d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. » Le but du front populaire c'est de désarmer politiquement la classe ouvrière et d'étouffer la lutte sociale. Et c'est pourquoi Trotsky faisait référence au front populaire comme « le plus grand crime ». Dirigée par un parti révolutionnaire, la classe ouvrière peut gagner des secteurs de la petite bourgeoisie, le secteur de la population qui forme la matière première pour le fascisme. Mais le mouvement ouvrier peut être conduit à sa propre destruction, s'il est dirigé par les partis ouvriers-bourgeois qui crachent depuis longtemps sur le marxisme au nom de la « coexistence » avec la bourgeoisie. Cela a été le cas en Espagne en 1936, où les ouvriers occupaient les usines et où le front populaire a restauré l'ordre bourgeois, démoralisé la classe ouvrière et le résultat a été la prise du pouvoir par Franco.

Ce n'est pas le seul exemple, en France en 1936, la question du pouvoir était posée pour la classe ouvrière. C'était une situation révolutionnaire, et les usines étaient occupées par les ouvriers et la production était paralysée. Le PCF, qui était la cheville ouvrière du front populaire (tout en

## Antilles : A bas la répression ! Droit à l'indépendance !

*Nous reproduisons ci-dessous une intervention depuis la salle pendant le débat qui a suivi la présentation de Myriam Morin.*

J'ai beaucoup apprécié la présentation que je viens d'entendre. Et particulièrement, je trouve qu'il y a deux points très importants, l'ébullition sociale face à laquelle se trouve le gouvernement de front populaire et la terreur raciste qu'il exerce et qui va toujours en s'exacerbant. Ici, dans la presse bourgeoise, vous pouvez trouver quelques échos des grèves qui éclatent dans la métropole impérialiste qu'est la France mais vous resterez sur votre faim si vous voulez savoir ce qui se passe dans les colonies françaises car il y a un black-out quasi complet sur une situation au bord de l'explosion.

Or la domination colonialiste dans les Antilles est extrêmement féroce et a donné lieu à deux jours de grève générale lors de la visite de Jospin en Guadeloupe, grève générale qui suivait une flambée de protestation violente suite à l'arrestation d'un syndicaliste. Au même moment la Martinique a été paralysée pendant de longues semaines en raison d'un conflit social très dur contre des licenciements.

Il faut savoir que le joug de la domination impérialiste signifie pour ces îles exsangues un taux de chômage autour de 40 % (concernant les jeunes, trois fois plus d'entre eux sont frappés par le chômage que dans la métropole impérialiste). Egalement, plus de 15 % de la population est obligée d'essayer de survivre avec un RMI dont le montant est de 800F alors que le coût de la vie est lui beaucoup plus élevé qu'en France. De plus, il faut savoir que les salaires remis aux Antillais sont bien moindres que ceux remis aux métropolitains et ce pour un même emploi.

Mais la domination impérialiste ne se traduit pas seulement sur un plan économique mais bel et bien aussi en termes d'oppression nationale et ce après une longue histoire d'esclavagisme dont les échos se font encore entendre. Face à cela, il y a une légitime aspiration à la fin de cette oppression et il est important que les populations de ces îles obtiennent le droit à l'indépendance si elles le souhaitent. Mais il est vrai qu'une telle indépendance, si elle voyait le jour, ne pourrait être viable que dans le cadre d'un autre système, le cadre d'une fédération socialiste des îles des Caraïbes.

Ici, en France, la population de ces colonies est en proie quotidiennement à la terreur raciste car une carte d'identité

française n'empêche pas le contrôle au faciès dans le métro ou la terrorisation des jeunes par les flics de Jospin-Gayssot-Chevènement dans les banlieues. La terreur raciste est inhérente au système capitaliste et les personnes des colonies vivant en France ainsi que les immigrés constituent un pont déterminant entre le prolétariat de leur pays et celui de la forteresse impérialiste colonialiste qu'est la France. Il est important qu'ils luttent ensemble pour renverser ce système capitaliste d'exploitation et d'oppression.

Moi-même je travaille à la Poste et je peux vous dire combien les collègues des colonies sont en proie à une victimisation quasi-quotidienne. Il faut rappeler d'abord que l'article n° 1 du statut de la fonction publique interdit à toute personne non française de travailler dans ce secteur. C'est un article ouvertement raciste et il est important de lutter pour son abrogation. Pour ce qui est de mon travail, il y a deux semaines, dans mon service, j'ai dirigé une action de protestation contre notre chef raciste. Il y avait un ras-le-bol généralisé du fait de la façon dont elle nous traite mais plus particulièrement la semaine précédente, elle avait interdit à mes collègues des colonies de parler créole. Alors, suite à un nouvel incident, j'ai engagé tous mes collègues à débrayer afin d'aller protester. Devant un grand chef de la hiérarchie, j'ai dit comment notre chef fait preuve de discrimination raciste et que nous n'allons pas tolérer cela. Un collègue des colonies a alors dit que le créole est sa langue maternelle et qu'il le parlerait jusqu'à sa mort. Et finalement nous avons gagné une victoire, modeste certes mais réelle et tous les collègues des colonies l'ont reconvenue comme telle. En effet, le grand chef que nous avons vu a dit l'après-midi à mes collègues des colonies qu'il interviendrait auprès de ma chef pour lui demander d'arrêter d'interdire à mes collègues de parler créole. Cette action de protestation est une petite leçon de choses sur comment gagner et nous devons rester mobilisés pour arrêter la prochaine attaque qui ne manquera pas de venir. Gagner ne se fera pas par de vaines pétitions demandant à l'Etat bourgeois et son administration d'agir. Ce sera par une mobilisation indépendante des ouvriers qui doivent obtenir le soutien des organisations syndicales. Quelque part, je disais à mes collègues que cela me faisait penser en termes de méthodologie, même si c'est à une échelle bien moindre, à la manifestation anti-Klan à New York où une organisation déterminée avec une perspective prolétarienne est parvenue à mobiliser les masses ouvrières et noires pour empêcher les fascistes de parader.

restant formellement à l'extérieur du gouvernement), a soutenu les mesures anti-ouvrières du gouvernement et trahi et brisé les grèves en déclarant qu'« il faut savoir terminer une grève ». La conséquence a été la démoralisation de la classe ouvrière et la prise du pouvoir par Pétain dont le régime bonapartiste réactionnaire était allié avec les Nazis allemands. L'autre exemple classique, c'est le Chili, où le front populaire d'Allende a démobilisé la classe ouvrière et le résultat c'était que Pinochet est arrivé au pouvoir. Ces exemples historiques montrent clairement que le front populaire pave la voie au fascisme en empêchant la classe ouvrière de lutter pour le pouvoir de l'Etat.

### La manif du 16 octobre : le marais pseudo-trotskyite fait des heures supplémentaires pour le gouvernement

Maintenant, après deux ans d'austérité anti-ouvrière du front populaire et deux ans de bénéfices fabuleux pour les patrons, la classe ouvrière est de plus en plus en colère et le mécontentement croît contre le gouvernement. C'est là qu'entre en scène la partie « gauche » du front populaire pour ramener les ouvriers mécontents dans le giron du front populaire. C'était le but de la manifestation du 16 octobre, à l'initiative du PCF et adoptée avec enthousiasme par le marais réformiste conduit par LO et LCR.

La ligne politique de la manifestation était un accord explicite et conscient de ne pas critiquer le gouvernement. Comme a déclaré Pierre Blotin, responsable des relations extérieures du PCF à propos de la manifestation du 16 : « Tout le monde est très vite tombé d'accord sur l'idée de ne pas faire une manifestation antigouvernementale mais une manifestation contre le MEDEF [...] » (*l'Humanité*, 18 novembre). « Tout le monde », ce n'est pas seulement les partis du gouvernement comme le

MDC ou les Verts et le PCF, mais c'est aussi LO et LCR qui figuraient de façon visible parmi les organisateurs officiels de la manifestation. Regardez leur contingent lors de la manifestation du 16 octobre : ils avaient des drapeaux rouges et des chants révolutionnaires, mais leurs mots d'ordre n'étaient qu'une variante de la mention de Jospin de limiter les subventions pour les entreprises faisant des bénéfices et qui licencient : « Interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices. »

Mais parmi les dizaines de milliers de personnes qui sont descendues dans la rue ce jour-là, beaucoup n'avaient pas ce genre de salades. On pouvait le voir à l'impact de notre table de presse à la manifestation, avec nos mots d'ordre révolutionnaires « *Troupes de l'OTAN, de l'ONU, de la France, hors des Balkans ! A bas l'impérialisme français, pour la révolution ouvrière ! A bas le gouvernement bourgeois de front populaire de Jospin, Gayssot, Chevènement ! Pour un parti ouvrier révolutionnaire ! Pour de nouvelles révolutions d'Octobre !* » Nous avons été en mesure d'intersecter, dans cette manifestation prolétarienne, ceux qui cherchaient une alternative révolutionnaire au front-

populisme, y compris de nombreux militants de longue date du PCF. Effectivement, beaucoup de gens sont venus acheter notre presse, et nous avons vendu plus de 20 abonnements à notre journal.

Nous étions clairement le pôle révolutionnaire contre le gouvernement. Quant à LO, ils se sont mis à plat ventre devant le PCF et donc en soutien au gouvernement. Même la minorité de LO, l'opposition de sa majesté à l'intérieur de LO, s'est vue censurée pour son mot d'ordre anodin qui faisait gentiment des reproches à Jospin, c'était « *patronat licencieur, gouvernement complice* ». Il a été rapporté qu'ils ont été forcés de retirer cette banderole, alors que c'était le même mot d'ordre que LO scandait lors de la manifestation Michelin à Clermont-Ferrand le 21 septembre ! La capitulation de LO était tellement grotesque que même dans leurs propres rangs, il y a eu des grincements de dents. D'ailleurs, quand vous lisez le journal de LO depuis, ils félicitent le PCF de cette manifestation réussie et justifient leur capitulation au PCF en expliquant dans le dernier numéro de *Lutte de classe* (n° 46, novembre 1999), en réponse à une question qu'ils se posent : « *Peut-on manifester dans la rue*

*Suite page 4*

## Meeting-débat de la LTF

*Dix ans après la chute du Mur de Berlin, les pseudo-trotskyistes célèbrent la contre-révolution capitaliste qu'ils ont soutenue*  
**Nous nous sommes battus pour une Allemagne rouge des conseils ouvriers !**

**28 janvier 20h00**

LSC, 69 ter, rue de la Chapelle, Paris 75018  
 (M° Porte de la Chapelle)

## Lutte de classe...

Suite de la page 3

avec le PCF et ne pas critiquer sa politique et en particulier sa participation et son soutien au gouvernement Jospin ?» Leur réponse c'est un «oui» sans ambiguïté, et tous ceux qui veulent critiquer le PCF ou le gouvernement sont caractérisés de «gauchistes»: «Nous avons au contraire à faire la démonstration, vis-à-vis de ses militants et sympathisants, que nous n'étions pas toujours et en toutes circonstances critiques à l'égard du PCF. Nous avons l'occasion de montrer que lorsqu'il faisait un pas à gauche nous le soutenions sans réserve.»

Deux jours après la manifestation, Arlette Laguiller écrit une lettre de félicitations à Robert Hue où elle dit: «Votre politique est de participer à ce gouvernement pour le changer de l'intérieur ce que je crois impossible, tandis que je pense qu'il ne changera que sur une pression extérieure du monde du travail. Mais malgré cette divergence, nous devrions pouvoir, pour l'avenir, envisager des actions communes» (Lutte de classe n° 46). C'est dit clairement: la stratégie de LO est de faire pression sur le gouvernement, semant ainsi des illusions dans le système capitaliste. Quant à nous, nous reconnaissons qu'un changement véritable ne peut provenir à l'époque impérialiste que du renversement de tout le système capitaliste par une révolution prolétarienne.

Mais LO et le reste de la gauche réformiste et centriste font le travail pour soutenir le PC - et donc le gouvernement de front populaire. Face au mécontentement ouvrier vis-à-vis du gouvernement actuel, ils veulent gentiment pousser le PC «à gauche», empêchant ainsi que les crimes de la collaboration de classes soient trop mis à nu aux yeux du prolétariat. Comme l'a écrit Arlette Laguiller dans sa lettre à Robert Hue du 18 octobre: «si le PCF tenait un langage plus offensif, plus radical et plus clair, il retrouverait ses scores électoraux du passé et ne serait pas contraint de se limiter à être la béquille populaire du gouvernement socialiste Jospin-Aubry. J'en profite pour rajouter que, contrairement à ce que la presse me fit dire, nous ne sommes pas, à Lutte Ouvrière, des adversaires du Parti Communiste ou de ses militants mais de la politique suicidaire qui le conduit à perdre des voix [...].»

«Suicidaire»? Ils se préoccupent de bulletins de votes, mais pas de l'austérité anti-ouvrière meurtrière, brutale, de la chasse systématique aux ouvriers sans-papiers, de l'occupation policière des ghettos, du bombardement des Serbes, etc.

Pour se couvrir, LO et sa minorité caractérisent la manifestation du 16 octobre comme un front unique. Un front unique est une action concrète dans l'intérêt de la classe ouvrière et des opprimés, à un moment déterminé, sur un mot d'or-

dre précis, où les participants peuvent avancer leur programme et critiquer les autres. L'exemple d'un front unique ouvrier, c'est notre manifestation du 23 octobre à New York où nous avons mobilisé des milliers d'ouvriers, de Noirs, de syndicalistes et des minorités contre la provocation du KKK de vouloir parader dans les rues. Une manifestation sous le mot d'ordre «Arrêtons le KKK!» Ce qu'on a vu à New York le 23 octobre c'était le microcosme d'un parti ouvrier en action, c'est-à-dire la classe ouvrière mobilisée pour ses propres intérêts, agissant indépendamment du gouvernement et des partis de



Manifestation du 16 octobre: Krivine (LCR), Laguiller (LO), Aounit (MRAP), Sarre (MDC), Hue (PCF). La base politique de la manif était de ne pas critiquer le gouvernement capitaliste de front populaire.

la classe capitaliste. Un front unique commence avec l'indépendance de classe du prolétariat. C'est tout le contraire de la manifestation du 16 octobre qui était avec le gouvernement et les partis de la classe capitaliste. C'était un front populaire allant du PCF au MDC et aux Verts en passant par LO, LCR et autres VDT, tous d'accord pour soutenir le gouvernement bourgeois de front populaire, anti-ouvrier et raciste.

Quant à la minorité de LO, elle est inquiète que LO soit trop à plat ventre devant la direction du PCF. Dans leur article dans le dernier Lutte de Classe (n° 46), ils soulignent qu'ils craignent une scission du PCF et écrivent: «Il s'agit donc de dire haut et fort ce qu'ont envie de dire les militants et sympathisants du PCF, sans qu'il soit besoin d'exiger d'eux de se renier ni de rompre avec leur parti. Et d'essayer de les faire militer avec les révolutionnaires là-dessus.»

«Là-dessus», ce n'est rien d'autre que le «plan d'urgence» d'Arlette Laguiller, comme ils le disent eux-mêmes dans le même article, avec des revendications qui sont soit sous-réformistes («contrôler les fonds publics») soit tellement vagues qu'elles sont sans signification («imposer la création d'emplois publics utiles à tous»), et qui prennent garde de ne pas défier le système capitaliste lui-même. C'est donc l'opposé du Programme de transition de Trotsky, le programme de la Quatrième Internationale, qui part des revendications actuelles du prolétariat et conduit à la nécessité de la prise du pouvoir par le prolétariat.

Le Programme de transition se base sur l'opposition irréconciliable au front-populisme, l'opposition à toute forme de collaboration de classes. Donc quand des groupes, comme Pouvoir ouvrier (PO), commencent à parler d'«un programme partant des besoins d'aujourd'hui pour nous amener à la révolution socialiste» tout en votant pour le front populaire, faites gaffe. Pendant plus de 15 ans de leur existence en France, ils ont voté pour le PS et le PC de façon inconditionnelle, c'est-à-dire pour les fronts populaires de Mitterrand et de Jospin (récemment ils ont voté LO-LCR). Maintenant, comme le reste du marais pseudo-trotskyiste, ils saluent la manifestation du 16 octobre comme «marquée par un élan puissant» (Pouvoir Ouvrier n° 57, novembre-décembre 1999) et ils critiquent LO et LCR, pas pour leur stratégie de collaboration de classes, mais pour ne pas être assez combattifs - peu importe qu'ils fassent combattivement des heures supplémentaires pour le gouvernement. Réformant les réformistes, ils veulent améliorer la journée d'action «décentralisée» de LO et du PCF, du 11 décembre en «un grand rassemblement central», et la proposition de

LO d'une grève générale de 24 heures en une «grève générale illimitée, comme en juin 36 [qui seule] peut imposer les 35 heures sans perte de salaire et sans flexibilité, avec embauche correspondante sous contrôle ouvrier.»

Ils présentent tous Juin 36 comme un grand succès, alors qu'en fait cela a été trahi pour une augmentation de salaires de 15% qui a été mangée par l'inflation en six mois, et la semaine de 40 heures qui faisait partie de l'accord n'a jamais été mise en place. Trotsky a écrit dans le Programme de transition que Juin 36 «a bien montré que le prolétariat était com-

plètement prêt à renverser le système capitaliste. Cependant, les organisations dirigeantes, socialistes, staliniennes et syndicalistes, ont réussi, sous l'étiquette du Front populaire, à canaliser et à arrêter, au moins momentanément, le torrent révolutionnaire.»

Le soutien de PO pour le front populaire français va si loin qu'ils vont se joindre à la manifestation chauvine anti-américaine à Paris demain 27 novembre contre la réunion de l'OMC à Seattle. Ils ont produit leur nouveau journal juste à temps, y compris avec un personnage de Disney et un titre «Non à la World Company!» Ces types sont tellement cyniques qu'ils annoncent de façon correcte avec qui ils sont en bloc politique: «Dans cette situation teintée d'anti-américanisme plutôt que d'anticapitalisme, il n'est donc guère étonnant que se retrouvent dans les coulisses du mouvement anti-OMC les "souverainistes" (Pasqua, De Villiers, Gallo, etc.) [...]» Quant à nous, nous ne serons pas à cette manifestation.

Mais PO ne sera certainement pas seule: il y aura aussi VDT, dont le blabla «de gauche» occasionnel contre LO est démasqué comme un mensonge par sa lutte pour se liquider dans la LCR. Socialisme par en bas et la LCR de Krivine font campagne depuis des semaines pour cette manifestation. La LCR a un membre, en fait c'est un cadre de longue date de leur organisation, il s'appelle François Morvan et il a signé une déclaration avec des gaulistes de Pasqua pendant le bombardement impérialiste des Balkans (et il n'a jamais été exclu pour cela). Pendant la guerre la LCR est allée y compris jusqu'à appeler à une invasion impérialiste du Kosovo par des troupes de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) ou de l'ONU. Ils ont critiqué les bombardements de l'OTAN - parce que l'OTAN est dominée par les Américains pendant que la France a davantage son mot à dire dans l'OSCE ou l'ONU. Les impérialistes n'ont pas tous les mêmes intérêts, et leurs rivalités se sont intensifiées depuis la chute de l'Union soviétique, et la «gauche» française le reflète en se joignant à la campagne chauvine de leur propre bourgeoisie contre les Etats-Unis. Ces rivalités conduiront tôt, ou tard inévitablement à une nouvelle guerre mondiale interimpérialiste - sauf si le prolétariat prend le pouvoir.

Donc la LCR a salué les troupes de l'ONU quand elles ont envahi le Kosovo, alors que le nettoyage ethnique des Serbes et des Roms battait son plein. Quant à LO, ils ont fait campagne avec la LCR en soulignant leur accord fondamental avec celle-ci. LO comme LCR ont repris le mot d'ordre des impérialistes sur le «pauvre petit Kosovo», qui était le cri de ralliement des Chirac, Jospin et l'OTAN pour bombarder la Serbie. Nous, au contraire, nous

nous sommes battus pour la défaite des impérialistes à travers des révolutions ouvrières. Nous avons défendu la Serbie contre l'attaque impérialiste, sans donner une once de soutien politique au boucher nationaliste Milosevic. Nous avons fait cela, non parce que nous étions indifférents au sort des Albanais du Kosovo, mais parce que la question de leur droit d'autodétermination était devenue subordonnée à la question centrale, de lutter contre les impérialistes, en particulier contre notre propre bourgeoisie.

Une note sur le Parti des travailleurs (PT) de Lambert. Ils ont présenté une face «gauche» trompeuse pendant la guerre. Lors d'un meeting le 28 mars, quelques jours après le début des bombardements, leur secrétaire national Daniel Gluckstein a déclaré: «Pas un sou, pas une arme pour l'intervention militaire!» et il a clamé que «notre ennemi c'est notre gouvernement!» (Informations ouvrières n° 1923, 31 mars-6 avril 1999). Ils ont même polémique contre l'appel de la LCR à une intervention impérialiste (Informations ouvrières n° 1925, 14-20 avril 1999).

Cela paraît contraster singulièrement avec le reste du marais pseudo-trotskyiste. Mais ils n'ont jamais parlé de la défaite de l'impérialisme par une révolution ouvrière, ni de défendre la Serbie contre l'attaque impérialiste. En d'autres termes, ils n'avaient aucune perspective internationaliste révolutionnaire. Un de leurs mots d'ordre centraux (voir l'éditorial de Daniel Gluckstein dans le numéro d'Informations ouvrières du 31 mars au 6 avril 1999) était «A bas l'Union européenne et son prétendu "Parlement", un instrument de la domination US en Europe!» C'est du délire chauvin: l'Union européenne est un bloc impérialiste tourné non seulement contre les travailleurs en Europe et contre toute immigration venant du Sud ou de l'Est, mais aussi contre les rivaux des impérialistes, français et allemands, en particulier les impérialistes américains.

Donc, bien qu'ils n'aient pas ouvertement rejoint le marais qui pleurait pour le «pauvre petit Kosovo» derrière Chirac et Jospin, ils ont soulevé le mot d'ordre du «droit de tous les peuples à l'autodétermination» - donc aussi des Albanais du Kosovo, au moment où c'était le prétexte des impérialistes pour les bombardements. C'est particulièrement révélateur parce qu'ils s'opposent à ce mot d'ordre dès qu'on parle de la France: le 11 décembre ils ont leur propre manifestation «pour la défense de l'unité et de l'indivisibilité de la République, de la démocratie et de la laïcité.» Et les Basques au Nord des Pyrénées? Les lambertistes défendent l'impérialisme français, et s'ils se sont opposés à la guerre c'est par chauvinisme bourgeois français. Et leur social-chauvinisme les mène même plus loin: il y a actuellement un scandale parce qu'Alexandre Hébert, un lieutenant crucial de Lambert dans la bureaucratie de FO et dans le PT, a donné une interview à l'hebdomadaire fasciste de Le Pen, Français d'abord!

### Pour de nouvelles révolutions d'Octobre

Aucun de ces groupes n'a quoi que ce soit à voir avec le trotskysme. Leur politique actuelle est la continuité logique de ce que ces pseudo-militants de gauche ont dit et fait pendant la deuxième guerre froide, à la fin des années 70 et dans les années 80. En 1979, l'impérialisme américain qui commençait à se remettre de la raclée qu'il avait prise quelques années plus tôt au Vietnam, a lancé une campagne anti-soviétique sous le nom de «campagne des droits de l'homme» dirigée par le président américain Jimmy Carter, du Parti démocrate.

A l'époque, l'Union soviétique était encore ce que nous trotskystes appelons un Etat ouvrier dégénéré. C'est-à-dire, elle gardait encore l'économie planifiée et les formes de propriété nationalisées héritées de la révolution bolchévique victorieuse. Le

Suite page 11

Pour contacter  
la Ligue  
trotskyiste  
et  
la Jeunesse  
spartaciste

Paris  
Le Bolchévik  
BP 135-10  
75463 Paris cedex 10  
Tél: 01 42 08 01 49

Rouen  
Le Bolchévik  
BP 240  
76003 Rouen cedex  
Tél: 02 35 73 74 47



# Solidarność: un monde masculin

En 1982, alors que les féministes bourgeoises, les sociaux-démocrates et les pseudo-militants de gauche dans les pays occidentaux hurlaient à l'unisson avec Ronald Reagan et Margaret Thatcher pour la «solidarité avec Solidarność», nos camarades de la Ligue communiste internationale [qui s'appelait à l'époque la

## Platforma SPARTAKUSOWCÓW

tendance spartaciste internationale] ont été les seuls à avertir du danger que représentait pour les femmes cette organisation soutenue par le Vatican et la CIA: «Walesa adore faire des apparitions avec au revers de son manteau une madone noire, le symbole des liens étroits entre Solidarność et l'Eglise catholique. Le rôle historique de cette institution qui enchaîne les femmes au foyer domestique, la campagne agressive du pape Wojtyła contre l'avortement, les positions fortement pro-famille de Solidarność: est-ce que de telles forces peuvent être libératrices pour les femmes polonaises? Jamais!» («Solidarność: un monde masculin», paru dans *Women and Revolution* n° 24, printemps 1982; une traduction de cet article est parue dans *Platforma Spartakusowców* n° 6, 1997).

Le SGP [Groupe spartaciste de Pologne] a été fondé sur la base de l'héritage programmatique de la LCI, en opposant le programme communiste aux forces de la réaction capitaliste, par exemple avec notre mot d'ordre «Stoppez la contre-révolution de Solidarność!»

La restauration du système capitaliste a amené aux femmes tout ce contre quoi nous avons mis en garde avant que Solidarność ne prenne le pouvoir des mains de la bureaucratie stalinienne discréditée – et pas seulement en Pologne. Après tout c'était le «syndicat» favori des banquiers, qui a été le fer de lance de la restauration du capitalisme dans toute l'Europe de l'Est et l'Union soviétique, culminant en 1989-92 dans la destruction de l'URSS et des Etats ouvriers déformés de l'ex-bloc des pays de l'Est. Cette défaite historique de portée mondiale pour la classe ouvrière a apporté une énorme augmentation des attaques contre les femmes travailleuses, des *sweatshops* [ateliers clandestins] d'Asie du Sud-Est à la terreur contre l'avortement en Amérique du Nord et au-delà, et elle a apporté une augmentation sans précédent de la réaction religieuse anti-femmes et des ennemis du progrès humain élémentaire dans le monde entier.

Les formes de propriété collectivisées issues de la révolution d'Octobre, et qui avaient été étendues à la Pologne après la Deuxième Guerre mondiale, avaient jeté les bases pour le droit à l'éducation

## Les féministes polonaises et la contre-révolution



Kalbarczyk/Agentur Focus

Mobilisation anti-avortement à Varsovie en 1997. La contre-révolution capitaliste a été le point de départ d'attaques à grande échelle contre les droits des femmes.

gratuite, le plein emploi et des acquis sociaux dont bénéficièrent les femmes. Mais la bureaucratie parasitaire de l'Etat ouvrier déformé de la République populaire de Pologne (PRL), qui comme son homologue en URSS exerçait le pouvoir politique au nom du mythe réactionnaire du «socialisme dans un seul pays», a caressé dans le sens du poil l'Eglise catholique pendant des dizaines d'années, et glorifié l'institution réactionnaire de la famille. Dans les années 30, le dirigeant révolutionnaire russe Léon Trotsky a mis en lumière la base de telles contradictions dans la *Révolution trahie*, sa puissante analyse de l'URSS. Trotsky souligne la promesse qu'avait tenue le pouvoir soviétique pour la libération des femmes, et les obstacles matériels à sa réalisation: «La révolution d'Octobre a tenu honnêtement parole en ce qui concerne la femme. Le nouveau pouvoir ne s'est pas contenté de donner à la femme les mêmes droits juridiques et politiques qu'à l'homme, il a fait – et c'est beaucoup plus – tout ce qu'il pouvait et en tout cas infiniment plus que tout autre régime pour lui ouvrir réellement l'accès à tous les domaines économiques et culturels. [...] La révolution a tenté héroïquement de détruire l'ancien «foyer fami-

lial» croupissant, institution archaïque, routinière, étouffante, dans laquelle la femme des classes laborieuses est vouée aux travaux forcés, de l'enfance jusqu'à la mort. [...] On n'avait pas réussi à prendre d'assaut l'ancienne famille. Ce n'était pas faute de bonne volonté. Ce n'était pas non plus qu'elle eût une si ferme assise dans les cœurs. [...] Par malheur, la société se révéla trop pauvre et trop peu civilisée. [...] La famille ne peut pas être abolie: il faut la remplacer. L'émancipation véritable de la femme est impossible sur le terrain de la «misère socialisée». L'expérience confirma bientôt cette dure vérité formulée par Marx quatre-vingts ans auparavant» (Trotsky, *la Révolution trahie*, 1936).

A l'opposé de l'adaptation des staliniens aux normes sociales réactionnaires, Trotsky luttait pour étendre la révolution internationalement, en particulier aux pays économiquement avancés d'Europe de l'Ouest, ce qui était le seul moyen de fournir la base matérielle pour mener à terme la libération des femmes que la révolution d'Octobre avait commencée.

### La restauration capitaliste prend les femmes pour cible

Ce n'est pas par hasard que le nouvel Etat capitaliste consolidé par Solidarność en 1989-91 a dirigé ses premiers coups contre les femmes, tout particulièrement avec l'interdiction de l'avortement. Mais des attaques ont bientôt suivi contre les mineurs, dont la résistance à la misère capitaliste s'est transformée en une gigantesque vague de grèves en défense de leurs emplois. En fait la bourgeoisie et son Etat capitaliste font toujours précéder leurs offensives contre la classe ouvrière dans son ensemble par des attaques contre ses secteurs les plus vulnérables: les minorités, les femmes et les jeunes.

Aujourd'hui, dix ans après la victoire de la contre-révolution de Solidarność, la situation désespérée des femmes en Pologne commence à provoquer de l'effervescence dans le milieu petit et isolé du

féminisme polonais, en particulier les jeunes femmes. C'est devenu public en juin quand une jeune universitaire féministe, Agnieszka Graff, a publié un article remettant en question la «mythologie» de Solidarność à propos des femmes. Cet article, qui portait le titre du «patriarcat après *Sexmisja*» (*Sexmisja* est le titre d'un film populaire de la fin des années 80), a provoqué alors une controverse qui a fait rage dans les colonnes de la *Gazeta Wyborcza*. Dans cet article, Graff fait des commentaires révélateurs sur la culture politique profondément anti-femmes du nouvel Etat capitaliste en Pologne, qu'elle appelle un «patriarcat jeune et agressif». Commentant la déroute au parlement en mars d'une proposition d'amendement constitutionnel pour l'égalité des droits, Graff met le doigt sur «... une conviction de la droite de l'AWS [Action électorale Solidarność], partagée à mon avis en grande partie par l'UW [Union démocratique], et aussi, malgré les apparences, par le SLD [Alliance démocratique de gauche, social-démocrate ex-stalinienne], [...]. Cette conviction est plus ou moins la suivante: on a toujours eu, et on aura toujours, la discrimination, qu'on devrait appeler la «différence naturelle entre les sexes». C'est ainsi que cela doit être. C'est une bonne chose. C'est l'essence de notre jeune démocratie polonaise. Sous le communisme il y avait des femmes qui conduisaient des tracteurs et il y avait l'avortement, mais maintenant on est revenu à la normale. La Pologne c'est la Pologne, les hommes sont les hommes et les femmes sont les femmes» (*Gazeta Wyborcza*, 19-20 juin).

La suite de l'article va plus loin, insistant sur le fondement misogyne de Solidarność depuis le début. Comme Graff l'indique, durant les grèves des chantiers navals en août 1980 qui ont donné naissance à Solidarność, les positions réactionnaires jouaient un rôle significatif: «Afin que cette ambiance soit parfaitement claire, un mot d'ordre était peint sur le mur du chantier naval en grève de Gdansk: FEMMES, NE NOUS DERANGEZ PAS, NOUS LUTTONS POUR LA POLOGNE.» Graff écrit: «Ma thèse, qui peut être choquante et même iconoclaste, c'est que la grande explosion de liberté qu'était Solidarność représentait au niveau symbolique la renaissance de l'ordre patriarcal, qui avait été chamboulé par le système totalitaire.»

Graff reconnaît que Solidarność était anti-femmes depuis le premier jour, dix ans après que ce mouvement réactionnaire a dirigé la restauration de la misère capitaliste. Cette reconnaissance n'est pas une consolation pour les millions de femmes polonaises. En dépit de la vision de l'écrivain depuis sa tour d'ivoire, il n'y avait rien de «symbolique» dans les effets pour des millions de femmes ouvrières polonaises de la misère capitaliste, du cléralisme sans frein et des interdictions contre l'avortement qui ont été introduits par la contre-révolution capitaliste dirigée par Solidarność.

Mais, dans le contexte des attaques massives contre les femmes menées par le gouvernement AWS-UW issu de Solidarność, même cette «thèse» féministe formulée de façon académique revenait à donner un coup de pied dans la fourmière. Après que l'article est paru, des féministes «post-Solidarność» se sont ruées pour désavouer ses critiques de Solidarność, tout en prétendant la «défendre» contre les réactionnaires de la «mère Pologne» comme M.

Suite page 10

## Platforma Spartakusowców

Publication du Groupe spartaciste de Pologne

Abonnement pour 4 numéros - 30FF

Ecrire au:  
Bolchewik  
BP 135-10  
75463 PARIS CEDEX 10



# Des milliers de personnes dans la rue pour stopper la terreur du Klan

## Une mobilisation ouvrière/noire chasse le KKK de New York

Le 23 octobre, les fascistes des « Chevaliers américains du Ku Klux Klan » ont été confrontés à New York à au moins 8 000 manifestants combattifs qui étaient descendus dans la rue pour les stopper. Cette manifestation était à l'initiative du Partisan Defense Committee (PDC), sur la base du mot d'ordre: « Tous dans la rue pour stopper le KKK le 23 octobre ! » Le PDC est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, qui défend activement tous les cas qui sont dans l'intérêt de l'ensemble des travailleurs. Cet objectif s'accorde avec les conceptions politiques de la Spartacist League/US, la section sœur aux États-Unis de la Ligue trotskyste.

A cause du caractère massif, combatif et discipliné de cette mobilisation, que lui donnaient les syndicalistes qui formaient l'ossature de la manifestation, les 17 membres du Klan ont été contraints de se replier à l'intérieur du palais de justice sous la protection d'un millier de flics, alors qu'à peine la moitié du temps prévu pour leur rassemblement s'était écoulé. Quand il est devenu clair que le Klan avait été forcé de déguerpir du fait de leur mobilisation, les syndicalistes et autres personnes rassemblées sous la banderole du PDC ont scandé: « Nous avons stoppé le Klan ! »

Cette mobilisation ouvrière et noire victorieuse était un petit exemple de ce qu'est un parti ouvrier révolutionnaire en action. C'était un exemple de la mobilisation de la classe ouvrière pour son propre intérêt, indépendamment du gouvernement et des partis politiques de la classe capitaliste. Elle a clairement montré aussi qui sont les ennemis de la classe ouvrière: les tribunaux bourgeois, le maire républicain de New York, les Démocrates Stringer et Al Sharpton, l'International Socialist Organization (ISO), dont les associés en France forment le groupe social-démocrate Socialisme par en bas. Stringer, Sharpton et l'ISO avaient appelé à une manifestation de diversion, pour la « tolérance » du Klan, et ils avaient prévu de partager une sono avec



Workers Vanguard

La puissance de la classe ouvrière était manifeste alors que des syndicalistes défilaient sous la banderole du PDC.

le KKK. Mais la provocation de haine raciale du KKK n'avait rien à voir avec la « liberté d'expression »: les fascistes sont une menace mortelle pour les travailleurs, les Noirs, les Hispaniques, les Juifs, les homosexuels, les immigrés, les femmes; et des milliers de personnes sont venues pour stopper le Klan.

La société capitaliste est divisée en classes sociales, et la classe ouvrière amé-

ricaine a le nombre et la puissance pour renverser la bourgeoisie la plus puissante et la plus arrogante du monde et pour établir son propre pouvoir. Ce qu'il lui faut pour cela c'est un parti bolchévique, et la mobilisation du 23 octobre lui a donné un petit avant-goût de cette perspective. En France le PCF et autres chauvins de la LCR cherchent constamment à mobiliser la classe ouvrière ici contre les USA

et derrière la bourgeoisie française, qui est en réalité tout aussi assoiffée de sang et de profits que sa rivale américaine plus puissante. Le PCF et les organisateurs de la manifestation en défense de Mumia Abu-Jamal le 15 octobre à Paris ont voulu nous faire taire parce que nous dénonçons, non seulement le lynchage légal que représente la peine de mort raciste aux Etats-Unis, mais aussi la terreur raciste des flics du



Vient de paraître!

**Class-Struggle Defense Notes** (publication du Partisan Defense Committee - en anglais) 5F



**Supplément au Bolchévik** (sur la mobilisation anti-Klan à New York le 23 octobre) 3F

Ecrire au Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



Workers Vanguard

Il fallait une direction révolutionnaire pour mobiliser la classe ouvrière et les minorités de New York dans la puissante action de front unique du 23 octobre.

# Mobiliser la puissance du mouvement ouvrier et des Noirs pour libérer Mumia !

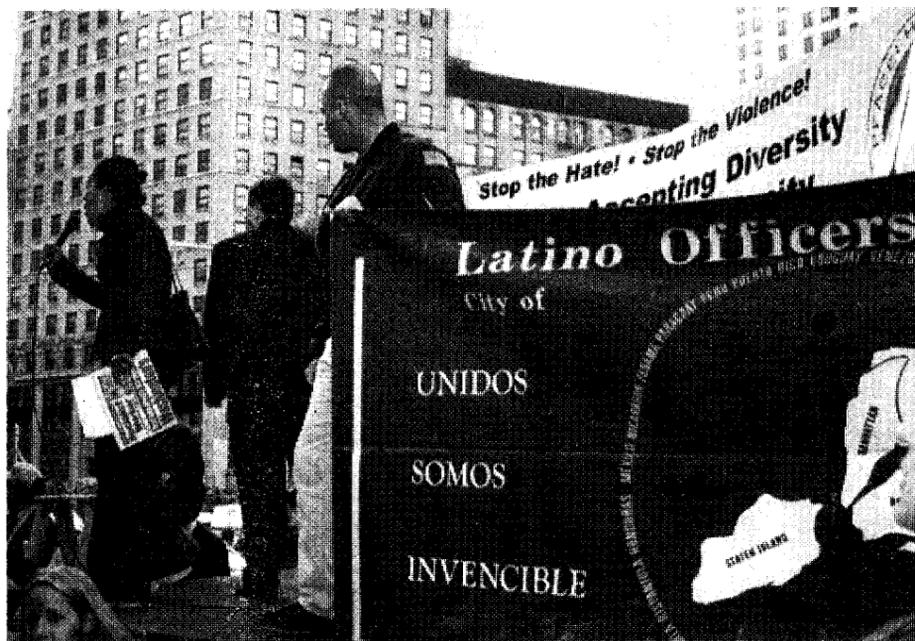


Le 23 octobre des milliers d'ouvriers, de Noirs scandaient des mots d'ordre pour la libération de Mumia Abu-Jamal. Mobiliser la puissance du mouvement ouvrier s'oppose à faire confiance dans les tribunaux capitalistes, comme avec la demande d'un nouveau procès. A Paris, les organisateurs du rassemblement pour Mumia du 15 octobre (à droite) ont cherché à nous censurer parce que nous faisons le lien avec la lutte ici contre la terreur raciste des flics du front populaire.

gouvernement de front populaire contre les immigrés et les sans-papiers en France. En France, nous luttons pour renverser la bourgeoisie française par une révolution ouvrière.

La Ligue trotskyste a publié un supplément sur cette action contre le Klan, qui peut être commandé à notre adresse pour la somme de trois francs. Le supplément décrit de façon détaillée la lutte politique contre les ennemis de cette mobilisation, la manifestation elle-même, et l'impact énorme qu'elle a eu sur la ville.

Cette mobilisation a coûté énormément d'argent - plus de 175 000 tracts en anglais, en espagnol et en français appelant à la mobilisation ont été distribués. Envoyez votre contribution au Comité de défense sociale, l'organisation sœur en France du PDC, avec la mention « Stoppez le Klan ! » Le CDDS transmettra au PDC : Comité de défense sociale, MBE 167, 108 rue Damrémont, 75018 Paris



Des syndicalistes (photos du haut) formaient l'ossature de la mobilisation à New York pour stopper le KKK. En haut à droite: un contingent de travailleurs du métro, de la section 100 du syndicat TWU. La puissance de la classe ouvrière peut et doit être mobilisée dans la lutte contre l'oppression des Noirs. La banderole de la Ligue ouvrière/noire de défense sociale, initiée par et fraternellement associée à la Spartacist League/US, dit: « Libération des Noirs par la révolution socialiste! » (photo en bas à droite). Le succès de la manifestation a été le fruit d'une bataille politique contre de nombreux obstacles: l'ISO, associée en France à Socialisme par en bas, s'était jointe à la diversion organisée par le Parti démocrate, de « tolérance du Klan »; photo en bas à gauche: ils parlent depuis la tribune Démocrate à côté d'une banderole de flics.





# Spartacus!

Jeunesse spartaciste

## Guerre impérialiste et oppression nationale

# Le Québec et les crises de la conscription

La réélection du Parti québécois (PQ) au gouvernement fin novembre [1998] a ouvert la voie à la possibilité d'un nouveau référendum sur l'indépendance du Québec, après la courte défaite lors du référendum similaire de 1995. La victoire du PQ, acquise malgré la colère grandissante suscitée par le démantèlement des programmes sociaux qu'il opère et par d'autres « réformes » d'austérité qu'il met en place, souligne encore une fois la forte emprise du nationalisme bourgeois sur la classe ouvrière du Québec. Cette emprise est renforcée par le déluge constant de

**SPARTACIST CANADA**

chauvinisme du Canada anglais, dont un exemple est la menace du Premier ministre Jean Chrétien de ne pas respecter la souveraineté du Québec si elle était obtenue à une faible majorité. Parmi les travailleurs du Canada anglais, le chauvinisme anti-québécois est encouragé par le patriotisme « feuille d'érable » [emblème du drapeau canadien] du Nouveau parti démocratique (NPD) et de ses alliés dans la bureaucratie ouvrière.

Le maintien forcé de la nation québécoise dans l'Etat capitaliste canadien unitaire a servi à ranger les ouvriers des deux côtés de la rivière Outaouais derrière leur « propre » bourgeoisie, empoisonnant la perspective d'une lutte de classe anticapitaliste unie. Pendant que la classe ouvrière du Canada anglais est dans les griffes du chauvinisme anglais grâce au NPD et aux dirigeants syndicaux, la bureaucratie ouvrière du Québec agit elle-même comme un allié « critique » (c'est-à-dire comme un instrument) du PQ, retenant les travailleurs de lutter contre les attaques d'austérité portées par « leur » gouvernement bourgeois nationaliste. La Ligue trotskyste s'oppose à l'idéologie réactionnaire du nationalisme sous toutes ses formes, d'abord et avant tout au chauvinisme anglais qui domine cette société. Nous appelons à l'indépendance du Québec pour retirer la question nationale de l'ordre du jour, pour qu'il soit clair aux ouvriers du Canada anglais et du Québec qu'ils ne sont pas ennemis entre eux, mais qu'ils sont ennemis de leurs propres dirigeants capitalistes.

Aujourd'hui la profonde animosité entre

les deux nations est le résultat de plus de deux siècles d'oppression des Québécois francophones à la suite de la Conquête anglaise de 1759-63. Cela a été particulièrement mis en lumière au vingtième siècle par les « crises de la conscription » lors de la Première et de la Deuxième Guerre mondiale, pendant lesquelles les Québécois se sont opposés massivement à leur conscription pour tuer et être tués dans des guerres « pour les Anglais ». Notre opposition léniniste aux guerres interimpérialistes est soulignée dans la Déclaration de principes adoptée à la récente Conférence internationale de la Ligue communiste internationale : « Dans les guerres interimpérialistes comme la Première ou la Deuxième Guerre mondiale, et dans d'autres guerres entre deux Etats capitalistes à développement relativement égal, notre principe fondamental est le défaitisme révolutionnaire : opposition implacable au massacre capitaliste et reconnaissance que la défaite de sa propre bourgeoisie est un moindre mal. Comme l'a dit Wilhelm Liebknecht, "Pas un sou, pas un homme" pour le militarisme bourgeois. » (« Déclaration de principes et quelques éléments de programme », *Spartacist* (édition française) n°32, printemps 1998).

Les jeunes sont utilisés comme chair à canon pour les guerres et autres aventures militaires de la bourgeoisie. Notre opposition à la conscription fait partie intégrante de notre opposition au militarisme bourgeois. En même temps, notre position s'oppose à celle des pacifistes ou de ceux qui cherchent à éviter la conscription par le biais de sursis d'incorporation tels que ceux qu'obtiennent les étudiants. Dans de nombreux pays, aujourd'hui ou par le passé, le service militaire est une obligation imposée à la jeunesse de la classe ouvrière par l'Etat capitaliste. Dans de telles circonstances nous allons avec notre classe dans le but de gagner les soldats prolétariens au programme et aux buts de la révolution communiste. Dans une situation révolutionnaire nous comprenons que la scission sur des lignes de classe de l'armée de conscription est cruciale pour la victoire prolétarienne. Comme le disait le dirigeant révolutionnaire Léon Trotsky, notre but est « la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » contre la bourgeoisie.

Nous reproduisons ci-dessous une version mise en forme pour publication d'une présentation sur le Québec et les crises de la conscription donnée par le camarade Nevin Morrison lors d'une réunion des groupes de jeunesse de Toronto et Vancouver pendant l'été [1998] à la conférence nationale de la Trotskyist League/Ligue trotskyste.

Dans cette présentation je veux parler des crises de la conscription au Canada lors des deux guerres mondiales, en me concentrant sur le Québec. Au Canada, la Première Guerre mondiale fut populaire au début, en grande partie parce qu'elle se déroulait très loin du pays, en Europe, et parce que beaucoup pensaient qu'elle ne durerait pas très longtemps. Elle n'était cependant pas populaire au point que les foules s'engagent pour aller se battre. Et, des 36 267 volontaires du premier contingent canadien à traverser l'océan, plus de 23 000 étaient nés en Grande-Bretagne. Seuls 10 880 étaient nés au Canada.

Les Québécois opprimés ne partageaient pas l'enthousiasme pour l'effort de guerre de l'impérialisme britannique. En août 1914 des foules ont certes poussé des vivats dans les rues de Montréal et chanté l'hymne français, « la Marseillaise », mais ce fut de courte durée. Il était clair pour tous que le Canada prenait part à cette guerre en tant que sujets britanniques sous les ordres du roi d'Angleterre. Un personnage d'un roman sur la question nationale, *Two solitudes* [Deux solitudes], écrit par Hugh McLennan, a exposé la vision québécoise de la guerre : « Il pensait à la guerre et aux Anglais avec la même amertume. Comment les Canadiens français - les seuls vrais Canadiens - pouvaient-ils se sentir loyaux envers un peuple qui les avait conquis et humiliés, et qui de toute façon était protestant? La France elle-même ne valait pas mieux; elle avait abandonné ses Canadiens un siècle et demi auparavant, elle les avait abandonnés dans la neige et la glace sur les rives du Saint-Laurent, encerclés par leurs ennemis, elle avait plus tard assassiné son roi consacré et était devenue athée [...]. Si un peuple a abandonné Dieu il est puni pour cela, et la France était maintenant en train d'être punie. »

soutien à l'introduction de la conscription : si les Français ne se portaient pas volontaires pour se battre, alors on les y obligerait.

A la fin de 1916 et au début de 1917, un fichier national d'inscriptions volontaires fut établi, en vue de la conscription. Le premier ministre conservateur Robert Borden demanda une loi sur la conscription en mai 1917. Cela correspondait au moment où le conflit en Europe était figé en une sanglante guerre de tranchées, avec d'énormes massacres des deux côtés, comme au Chemin des Dames (Les « Flanders Fields » [Champs des Flandres] dans le poème chauvin de John McRae).

L'appel des conscrits commença à la fin de cette année-là, quand le Military Service Act [loi sur le service militaire] fut voté. La nuit où la loi fut votée, il y eut une émeute à Montréal, avec des foules en colère qui cassaient les fenêtres des journaux *La Patrie* et *La Presse*. A Québec, le *Chronicle* et *l'Événement* subirent le même sort. Des milliers de personnes se rassemblèrent dans les deux villes pour des meetings publics contre la conscription. Le nationaliste bourgeois Henri Bourassa avertit que la conscription « transformerait bientôt le plus pacifique, peut-être le plus soucieux d'ordre des peuples des deux Amériques en un peuple révolutionnaire. » Notant que beaucoup d'ouvriers et de fermiers anglophones étaient également contre la conscription, il conseilla vivement un référendum comme « la seule soupape de sûreté pour empêcher une dangereuse explosion ».

*L'histoire du Québec* de Léandre Bergeron donne ce compte-rendu des jours qui suivirent : « Tout l'été, aux rassemblements des communautés à travers tout le Québec, le cri de "Vive la Révolution!" peut être entendu de tous côtés. Un autre slogan populaire est "A bas Borden!" Les foules s'attaquent aux édifices gouvernementaux, brisent les fenêtres et tirent à blanc. A l'une de ces manifestations, les orateurs appellent le peuple à prendre les armes. La police charge la foule. Un manifestant est tué. Le 9 août, la propriété de Cartierville appartenant à Lord Atholstan est détruite. Bourassa déplore la violence stérile qui ne sert qu'à armer l'ennemi, les Anglais. »

Les dirigeants syndicaux chauvins anglais ont travaillé consciencieusement à démobiliser l'opposition à la guerre. Tout d'abord, des élus du Congrès des métiers et du travail avaient rencontré Borden pour exiger que la conscription ne soit pas imposée, menaçant que les travailleurs « poseraient [...] leurs outils et refuseraient de travailler » le jour où le projet de loi sur la conscription serait voté. Une telle action ouvrière aurait été un coup puissant porté à l'effort de guerre impérialiste. Mais quand vint le temps pour les bureaucrates de joindre les actes aux paroles, ils s'inclinèrent devant les buts de guerre de leurs maîtres capitalistes.

Quand la conscription fut votée, les directions syndicales abandonnèrent leur lutte promise contre elle en invoquant l'excuse que « compte tenu du caractère représentatif du gouvernement, il n'est ni sage, ni juste, ni patriotique, ni dans l'intérêt du Dominion ou des classes labo-

### Réaction anti-française et manifestations nationalistes

En 1916, alors que la guerre s'éternisait, les relations franco-anglaises au Canada étaient à leur point le plus bas depuis l'époque où Louis Riel, dirigeant catholique francophone de la rébellion des Métis dans les régions de l'Ouest, avait été pendu en 1885. Un facteur supplémentaire c'était la bataille à propos de l'attaque du gouvernement d'Ontario contre l'éducation dispensée en langue française, au cours de laquelle les écoles enseignant en français étaient défendues par des mères armées d'épingles à chapeau.

Pendant toute la guerre, il n'y eut pratiquement aucun Québécois volontaire pour l'armée, et un seul régiment de Canadiens français fut envoyé en Europe pour se battre sur le front. Le chauvinisme était entretenu au Canada anglais pour créer un

**SPARTACIST CANADA**

**Full Citizenship Rights for All Immigrants!**

Racist Furor Over Chinese Refugees

**SPARTACIST CANADA**

Publication de la Ligue trotskyste du Canada/Trotskyist League

Abonnement pour un an (4 numéros) 30FF / 3 \$ canadiens (première classe : 8 \$)

(en anglais - supplément septembre 1999 en français)

**SPARTACIST CANADA**

Il faut rompre avec le PQ anti-ouvrier - Pour un parti ouvrier révolutionnaire!

Pour l'indépendance du Québec!

Ecrire au: SCPA, C.P. 6867, succursale A, Toronto, ON M5W 1X6 Canada ou Bolchévik, BP 135-10, 75463 PARIS CEDEX 10

rieuses» de résister à une législation en vigueur. La seule autre «action» prise contre la conscription par le Congrès des métiers et du travail fut de donner son soutien aux candidats anti-conscription aux élections de décembre 1917, lors desquelles le vote fut interdit aux objecteurs de conscience, aux pacifistes et à de nombreux immigrants.

En exprimant leur soutien à la guerre, les dirigeants syndicaux canadiens patriotes jouèrent un rôle similaire à celui des composantes européennes de la Deuxième Internationale, qui trahirent la cause de l'internationalisme socialiste en soutenant leurs «propres» bourgeoisies. Vladimir Lénine, le dirigeant des bolchéviks russes, appela à rompre avec ces «traîtres au socialisme» et à forger une nouvelle Internationale communiste révolutionnaire. La lutte de Lénine pour construire un parti d'avant-garde internationaliste de la classe ouvrière fut le facteur décisif dans la victoire de la révolution russe d'Octobre 1917, la première révolution socialiste victorieuse au monde.

### Les émeutes anti-conscription de Pâques 1918

Après que Borden eut obtenu le vote de sa loi sur la conscription, près de 45 000 appelés furent envoyés sur les champs de bataille. Cependant en avril 1918 il y avait 107 559 demandes d'exemption accordées ou en suspens à travers le pays, dont 47 313 pour le Québec. Le pouvoir d'accorder des exemptions était entre les mains des tribunaux locaux qui, dans de nombreux cas, accordaient les exemptions aux Québécois, alors qu'ils appliquaient la conscription à la minorité anglaise.

Borden pressa les cours d'appel québécoises de travailler plus vite afin de renverser cette tendance et il augmenta les efforts faits pour arrêter les réfractaires. Cette pression poussa à des journées d'émeutes à Québec pendant le week-end de Pâques (28 mars-1er avril). L'étincelle fut l'arrestation par la police militaire d'un jeune qui n'avait pas ses papiers prouvant son statut d'exempté. Selon un compte-rendu, un poste de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) fut incendié, pendant que la foule attaquait le registre du service militaire et jetait les dossiers à l'extérieur, dans la neige. Puis la foule commença à briser les fenêtres de commerces anglais et de quelques journaux (qui manifestement durent remplacer beaucoup de fenêtres en ces temps-là).

Le gouvernement fédéral appela de lourds renforts d'infanterie, faisant venir de façon provocante un détachement de 700 soldats de Toronto [qui est dans l'Est anglophone]. Il vota un décret dans le cadre de la loi des Mesures de Guerre [pouvoirs spéciaux] qui suspendait l'*habeas corpus* de ceux qui se faisaient arrêter, qui ordonnait l'incorporation de quiconque participait aux émeutes, et qui donnait des pouvoirs de cour martiale sommaire à l'armée dans toute région du Canada dési-

gnée par le Gouverneur-en-Conseil. Au moins quatre civils furent tués par les troupes. Un nombre bien plus grand fut blessé et 58 personnes furent arrêtées.

La résistance des Québécois à la conscription pendant la Première Guerre mondiale eut un impact profond sur le pays, engendrant la haine anglo-chauvine, qui n'a pas disparu, des «traîtres français». La capitulation des dirigeants traîtres des syndicats anglo-canadiens à leur bourgeoisie eut pour effet de renforcer la division entre ouvriers québécois et anglais. La



Public Archives of Canada

### Manifestation contre la conscription à Montréal en 1917

crise a également détruit les Conservateurs au Québec, ouvrant la voie à la création de l'Union Nationale réactionnaire et cléricalo-nationaliste de Maurice Duplessis.

### La Deuxième Guerre mondiale impérialiste

Comme la Première Guerre mondiale, la Deuxième Guerre mondiale était essentiellement une confrontation sanglante entre des rivaux impérialistes pour le contrôle de colonies et de marchés. Sur cet aspect du conflit, les partisans marxistes de Trotsky n'avaient *aucun camp à prendre* et se battirent pour transformer cette guerre impérialiste en une guerre civile révolutionnaire contre à la fois les régimes fascistes en Allemagne et en Italie et les bouchers impérialistes «démocratiques» en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et au Canada. En même temps, les trotskystes appelaient à la défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier soviétique, malgré sa dégénérescence sous Staline. Pour son opposition internationaliste prolétarienne à la guerre, le petit groupe trotskyste canadien, la Socialist Workers League [Ligue socialiste ouvrière] fut déclarée illégale et sa presse fut interdite.

Le 10 septembre 1939, le Canada déclara la guerre à l'Allemagne, juste après la Grande-Bretagne. Le 21 juin 1940, la loi sur la Mobilisation des Ressources nationales fut votée. Cette loi autorisait «des pouvoirs d'urgence spéciaux afin de permettre la mobilisation de toutes les ressources effectives de la nation, à la fois humaines et matérielles, pour servir les buts de la défense et de la sécurité du Canada». Pour le moment, cela se limitait à la conscription pour le service sur le territoire canadien, permet-

imposer la conscription pour le service à l'étranger. Ces promesses avaient été faites dans une tentative d'apaiser le Québec et devaient être rendues caduques par les votes du Canada anglais. Comme lors de la Première Guerre mondiale, il y avait une poussée de chauvinisme anti-français, fondée sur le faible taux de volontaires franco-canadiens pour l'armée et sur l'impopularité de la guerre au Québec.

Le référendum se tint le 27 avril 1942 et eut des résultats prévisibles : le Québec vota non, le Canada anglais vota oui. Au Québec, 27 % seulement votèrent oui, contre 80 % pour la plupart du Canada anglais. Le sentiment au Québec était que c'était encore une «guerre pour les Anglais» dans laquelle les Québécois n'avaient aucun intérêt. Par la suite, le Mobilisation Act [loi sur la mobilisation] présenté par King fut amendé pour supprimer la limitation de la conscription au service sur le territoire national, bien que le gouvernement n'utilisât pas immédiatement ses nouveaux pouvoirs, dans l'intérêt de maintenir la paix domestique, en particulier au Québec. La phrase célèbre de King était «Pas nécessairement la conscription, mais la conscription si nécessaire».

Une fois encore, les dirigeants syndicaux procapitalistes capitulèrent à la frénésie pro-guerre. Ils furent rejoints par les sociaux-démocrates de la Cooperative Commonwealth Federation (CCF) [Fédération coopérative du Commonwealth], prédécesseurs du NPD, qui se prononça en faveur de la conscription. Le dirigeant du CCF, M.J. Coldwell, s'exprimant une semaine avant le référendum, déclara : «Moi, qui abhorre la guerre, moi, et ceux qui me sont associés, qui avons dénoncé les politiques qui menèrent à cette grande lutte, nous vous demandons d'aller aux urnes lundi prochain et de relever non seulement le gouvernement mais aussi l'immense majorité du parlement de tout engagement ou promesse qui, si elle était tenue, pourrait interférer d'une façon ou d'une autre dans la conduite de la guerre.»

Coldwell essaya de mettre un masque «gauche» à ce social-chauvinisme en ajoutant un appel à la «conscription des richesses» pour mener la guerre plus efficacement. Soulignant son soutien au capitalisme canadien raciste, le CCF soutint - et même aida à organiser - l'emprisonnement des Canadiens d'origine japonaise.

De façon similaire, le Parti communiste (PC) stalinisé soutint la conscription et l'emprisonnement des Canadiens d'origine japonaise. Auparavant, pendant la période du pacte soi-disant «de paix» de Staline avec Hitler en 1939-41, le PC canadien s'était opposé à la guerre et eut de brèves relations avec le mouvement nationaliste anti-guerre et anti-conscription québécois. Mais une fois que l'Allemagne envahit l'URSS, les staliniens qualifièrent la guerre de «guerre contre le fascisme» menée par l'impérialisme anglo-américain (y compris l'impérialisme canadien). Faisant un tournant brusque vers le nationalisme anglo-chauvin, ils finirent par perdre presque tous leurs membres franco-canadiens, détruisant dans les faits le PC au Québec.

Alors que la guerre s'éternisait, 1943 vit la plus grande vague de grèves au Canada depuis 1919, l'année de la grève générale de Winnipeg. La vague de grèves pendant la Deuxième Guerre mondiale portait largement sur la reconnaissance des syndicats. Quand le PC, patriote jusqu'à la moelle, dénonça ces grèves au nom de la guerre qui était menée, le CCF vit sa popularité augmenter parmi les ouvriers. De nombreux programmes d'aide sociale qui sont en train d'être démantelés aujourd'hui furent mis en place dans ces années-là pour acheter la paix de classe sur le front intérieur.

En octobre et novembre 1944, le gouvernement fédéral fut confronté à une nouvelle crise des effectifs de l'armée. Bien que la guerre touchât presque à sa

Suite page 10

# ABONNEZ-VOUS!

## LE BOLCHEVIK 4

20 F pour 4 numéros (1 an)  
(incluant Spartacist)

Hors Europe : 30 F (avion 40 F) - Etranger : mandat poste international

Nom \_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

CP \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

151

## Solidarność...

Suite de la page 5

Wielowiejska. Graff n'a fait aucun commentaire public sur Solidarność depuis que son article est paru. Mais quand un représentant du SGP est intervenu lors d'un meeting public sur le féminisme le 19 octobre à Varsovie, montrant que l'oppression des femmes en Pologne aujourd'hui « est le résultat direct de la restauration du capitalisme dirigée par Solidarność réactionnaire », c'est Graff elle-même qui s'est précipitée pour réduire au silence bureaucratiquement notre camarade, et elle a fait ensuite le commentaire qu'elle « adore le capitalisme ».

Alors que la nature réactionnaire de Solidarność n'est pas un secret aujourd'hui, les révélations de Graff sur la mythologie de la « bonne vieille Solidarność », démasquent de même, quelles que soient ses propres intentions, les féministes bourgeoises et les pseudo-militants de gauche, qui ont été à la traîne de la contre-révolution de Solidarność pendant toutes les années 80 en Pologne, et qui se sont plaints ensuite de sa soi-disant « dégénérescence ».

### La logique du féminisme

Effectivement, le seul grief des féministes bourgeoises vis-à-vis de la société capitaliste restaurée par Solidarność en Pologne, c'est que cette société leur refuse le plein accès au club masculin du pouvoir de la classe dirigeante. Maria Janon, qui est probablement la féministe académique la plus en vue, se plaint de la façon suivante : « Quand la question a cessé d'être de "résoudre la crise de la nation", mais que c'est devenu la question du pouvoir, des privilèges et de l'argent, Solidarność a tourné le dos aux femmes, et leur a fait savoir très clairement que leur présence n'était pas souhaitée » (*Gazeta Wyborcza*, 3-4 juillet 1999).

La logique du féminisme c'est de tirer une ligne entre les sexes là où les marxistes tirent une ligne de classe. En pratique le féminisme, qui exprime les aspirations d'une mince couche de femmes relativement privilégiées, identifie ses intérêts non avec le renversement, mais avec la préservation et la défense de l'ordre capitaliste - ce qui va directement à l'encontre des intérêts objectifs de la vaste majorité des femmes travailleuses, auxquelles toute la rhétorique sur la « sororité » ne s'applique pas. Ainsi, pendant les années 80, des femmes qui s'identifiaient comme des féministes, surtout à l'Ouest, n'avaient aucun problème pour exprimer leur « solidarité » avec des gens comme Karol Wojtyła et le Vatican en saluant au nom de la « démocratie » les forces anti-femmes les plus réactionnaires de la planète, afin de réduire à nouveau les femmes polonaises à l'esclavage de la « démocratie » de Wall Street, de Francfort et de la City de Londres.

Le même principe s'appliquait aussi de façon manifeste pendant l'intervention militaire soviétique en Afghanistan, qui est le seul exemple de guerre contemporaine où une question centrale était l'esclavage des femmes. Quand Moscou est intervenu militairement en 1979 pour empêcher que son régime client nationaliste de gauche tombe face aux réactionnaires islamistes armés et organisés par l'impérialisme US, nous avons eu les mots d'ordre : Salut à l'Armée rouge en Afghanistan ! Etendez les acquis sociaux de la révolution d'Octobre aux peuples afghans ! A l'époque les féministes avaient hurlé à notre franche défense des femmes afghanes, se joignant à la campagne des impérialistes contre l'« expansionnisme soviétique ». Aujourd'hui ce sont les femmes horriblement opprimées de l'Afghanistan dirigé par les Talibans qui paient le prix de la « victoire sur le communisme » de la bourgeoisie, saluée par les féministes bourgeoises tout

comme les charlatans « de gauche » (voir l'article dans *Platforma* n° 9 « L'Afghanistan : l'enfer pour les femmes » [reproduit dans *le Bolchévik* n° 141, hiver 1996-97]).

Graff s'adresse essentiellement à une génération plus jeune de femmes qui n'ont pas d'intérêt à enjoliver la nature réactionnaire de Solidarność. Aussi, même une féministe bourgeoise comme Graff ne pouvait pas contourner le simple fait que la vieille génération de féministes et de pseudo-militants de gauche qui se font les champions de la « démocratie » refusent de voir encore aujourd'hui : Solidarność c'était le malheur pour les femmes polonaises. Néanmoins le programme pro-capitaliste des féministes rend celles-ci intrinsèquement aveugles au lien évident entre la situation qui se détériore pour les femmes et la destruction du système de santé, d'éducation et d'autres services sociaux gratuits dont profitaient les femmes sous la République populaire de Pologne malgré les déformations du régime bureaucratique stalinien.

### Pour un parti léniniste, tribun de tous les opprimés !

Beaucoup de jeunes femmes aux opinions radicales, dégoûtées par l'ambiance dominante de nationalisme, de « valeurs familiales » anti-femmes et de réaction cléricale dans la Pologne capitaliste, ressentent une certaine identification avec le féminisme - et cela d'autant plus que les « féministes » sont tout particulièrement prises à partie avec mépris non seulement par des réactionnaires de toutes sortes, mais aussi par la plupart des médias « libéraux » du pays.

En tant que marxistes, nous croyons que la libération des femmes ne peut venir que du renversement des relations de propriété capitalistes qui forment la base matérielle pour l'oppression des femmes. Nous avons développé clairement notre position dans

notre « Déclaration de principes et quelques éléments de programme » (*Spartacist* français n° 32, printemps 1998) : « *La LCI combat pour la libération des femmes par la révolution socialiste. [...] les révolutionnaires sont les défenseurs les plus conséquents des droits démocratiques élémentaires des femmes tels que l'avortement libre et gratuit, et "à travail égal, salaire égal". Le climat social réactionnaire aggravé par l'effondrement de l'Union soviétique et la campagne concertée pour démanteler la protection sociale des masses, "l'Etat-providence", ont fait remonter en flèche les préjugés arriérés antisexe, antifemmes et anti-homosexuels. Nous nous opposons à toutes les lois contre les "crimes sans victimes", y compris celles qui criminalisent l'homosexualité ou toute autre activité sexuelle consensuelle, la prostitution et l'usage de la drogue.*

*L'oppression des femmes, la plus ancienne inégalité sociale de l'histoire de l'humanité, remonte au début de la propriété privée et existera tant que ne sera pas abolie la société de classes. [...]*

*Nous luttons contre toute manifestation d'injustice bourgeoise, mais nous nous opposons au sectoralisme qui nie la possibilité d'une prise de conscience transcendant l'expérience individuelle de l'oppression, et nous nous battons pour unir l'avant-garde de toutes les couches opprimées derrière le prolétariat dans la lutte pour le socialisme. »*

Nous, spartacistes, nous cherchons à construire un parti d'avant-garde léniniste luttant en tant que tribun de tous les opprimés, pour diriger le prolétariat à la conquête du pouvoir : Pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat ! Flics et curés hors des chambres à coucher et des écoles ! Pour l'avortement gratuit sur simple demande ! Libération des femmes par la révolution socialiste !

- Traduit de *Platforma Spartakusowców* n° 10, automne-hiver 1999

## Québec...

Suite de la page 9

fin, ceci était dû en grande partie à l'avancée de l'Armée rouge soviétique face à l'Allemagne. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, préoccupés par l'extension du « communisme » dans la foulée des victoires de l'Armée rouge, avaient accéléré leurs plans d'invasion continentale à partir de l'Angleterre (le « jour J »). L'état-major militaire canadien cherchait des renforts de 50 000 hommes. Parmi les 60 000 appelés, qui n'étaient pas pressés de mourir en Europe, ils ne trouvèrent que quelques centaines de volontaires. Donc une première tranche de 16 000 appelés reçut l'ordre de partir en Europe.

En réponse, des émeutes se déclenchèrent à Montréal et Québec, bien que leur ampleur fût moindre que celles de 1917, et il y eut aussi des désertions et des quasi-mutineries dans certains camps d'appelés.

A Terrace en Colombie britannique, une brigade d'appelés en armes empêcha l'accès à l'unique voie ferrée et ils se déclarèrent en grève. Finalement, seuls 2 463 appelés arrivèrent effectivement sur le front.

### La conscription et la question nationale au Québec

Etant donné la division nationale qui existe dans ce pays, la bourgeoisie canadienne n'a pas eu de grands succès dans sa tentative de se servir des appelés. Les effectifs militaires qu'ils furent en mesure d'utiliser, les deux fois où ils utilisèrent la conscription, étaient assez négligeables, et cela causa à chaque fois de gros problèmes politiques pour le gouvernement qui la mettait en oeuvre. Plus largement, les crises de la conscription ont contribué à augmenter brutalement les sentiments nationalistes parmi les Québécois.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale en particulier, l'opposition de la population à la guerre et à la conscription reflétait à

la fois une haine répandue pour une deuxième guerre pour le compte des oppresseurs anglais et le soutien apporté par les sections de l'élite nationaliste catholique au fascisme et au nationalisme cléricale, notamment au régime de Vichy pro-Hitler du maréchal Pétain en France. Cela fut mis en lumière il y a quelques années, quand le lieutenant-gouverneur du Québec (le représentant officiel de la reine anglaise) démissionna à la suite d'un scandale sur sa participation en 1942 à une manifestation anti-conscription à Montréal qui se transforma en une émeute anti-Juifs. Dans notre article « Le représentant de la royauté à Ottawa démasqué comme sympathisant fasciste » (*Spartacist Canada* n° 111, hiver 1996-97), nous citons le rapport tiré d'un entretien avec le lieutenant-gouverneur disgracié, Jean-Louis Roux, dans le magazine *l'Actualité* : « *Anticipant les questions, c'est lui qui avait révélé qu'il avait été un pétainiste, un franquiste et un partisan de Mussolini [...]. Il se revoyait dans les rues en 1942, à l'âge de 20 ans, au milieu d'une émeute contre la conscription qui se dirigeait vers les bureaux de La Gazette pour les vandaliser! Arrivés rue Ste-Catherine, les fenêtres de toutes les boutiques portant des noms à consonance étrangère - "spécialement israéliite" précisa-t-il - furent brisées. Il se retrouva dans les premiers rangs, face à la police [...]* ».

La nomination de Roux faisait partie du très dur « plan B » du gouvernement du Premier ministre Jean Chrétien contre l'indépendance du Québec - sauf que ce plan se retourna contre le Premier ministre. La monarchie comme institution et ses lieutenants-gouverneurs ne sont pas de simples reliques, mais peuvent également devenir des points de ralliement de la réaction en temps de crise sociale.

Les deux crises de la conscription ont eu lieu dans un contexte où la société francophone était assez sous l'emprise de l'arriération orchestrée par les prêtres, et le nationalisme québécois était essentielle-

ment cléricale. Il était crucial, pour des marxistes révolutionnaires qui s'opposaient à ces guerres impérialistes, de dénoncer avec force le chauvinisme anglais et de soutenir le droit à l'autodétermination du Québec - comme les trotskystes l'ont fait au début de la Deuxième Guerre mondiale. C'est seulement en s'opposant franchement à l'opresseur anglais qu'il pouvait y avoir une base au recrutement d'ouvriers québécois, les arrachant à l'emprise de la réaction cléricale, et qu'il aurait été possible de transformer le large sentiment anti-conscription parmi les travailleurs québécois en un assaut révolutionnaire contre le capitalisme.

Dans les décennies qui suivirent la Deuxième Guerre mondiale, la société québécoise a radicalement changé. L'emprise de l'Eglise catholique a été brisée, pendant que la « Révolution tranquille » des années 60 vit l'avènement d'une bourgeoisie québécoise francophone modernisatrice et d'un mouvement ouvrier potentiellement puissant, dont les luttes furent largement alimentées par l'opposition à l'oppression nationale. Dans le même temps, il est clair que la classe ouvrière de ce pays est aujourd'hui plus que jamais divisée selon des lignes nationales.

Le maintien forcé et qui continue du Québec au sein d'un Etat capitaliste canadien nécessairement dominé par les Anglais agit comme une puissante barrière à la conscience de classe et à la lutte de classe. C'est pourquoi nous appelons aujourd'hui à l'indépendance du Québec, cherchant en cela à poser une base permettant de porter les questions de classe décisives sur le devant de la scène. C'est seulement en s'opposant résolument à toutes les manifestations de nationalisme et de chauvinisme qu'il sera possible de forger un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste, instrument indispensable de la révolution socialiste.

- Traduit de *Spartacist Canada* n° 119, hiver 1998-99

## SERIE DE COURS MARXISTES DE LA JEUNESSE SPARTACISTE

15 décembre	<b>Le marxisme et l'Etat</b>
12 janvier	<b>Le Front populaire bourgeois : pas une tactique mais le plus grand des crimes</b>
16 février	<b>Réforme ou révolution : la Révolution russe</b>
8 mars	<b>Trotskysme contre stalinisme : la Révolution trahie</b>
22 mars	<b>Le mythe de la mort du communisme et le parti d'avant garde révolutionnaire dans le monde post-soviétique</b>

**Paris**  
**Université de St. Denis**  
(Métro Saint-Denis Université)  
**19h00 Salle A313**

Pour plus de renseignements appelle la Jeunesse spartaciste, groupe de jeunesse de la Ligue trotskyste de France : 01 42 08 01 49

## Lutte de classe...

Suite de la page 4

pouvoir politique avait été dérobé des mains de la classe ouvrière pendant la contre-révolution politique stalinienne; mais malgré cette horrible trahison, l'économie planifiée, la base pour construire le socialisme, existait encore en Union soviétique. Et donc c'était le devoir des révolutionnaires de défendre inconditionnellement l'Union soviétique contre une attaque impérialiste et contre la contre-révolution interne afin de défendre les acquis de la révolution d'Octobre. En même temps nous appelions à une révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne. Et cela reste notre devoir aujourd'hui avec les Etats ouvriers déformés restants, c'est-à-dire la Chine, la Corée du Nord, le Vietnam et Cuba.

A cette époque, les impérialistes ont également commencé à armer et financer les *moudjahidin* afghans, égorgeurs de femmes. L'Afghanistan était un petit Etat client de l'URSS qui est alors intervenue pour protéger ses frontières en défendant le régime afghan petit-bourgeois nationaliste de gauche en place contre les réactionnaires soutenus par les impérialistes. Le choix était clair pour les révolutionnaires; nous avons dit «*Salut à l'Armée rouge!*», «*Etendez les acquis sociaux de la révolution d'Octobre aux peuples d'Afghanistan!*»

Mais le reste de la gauche s'est jetée avec enthousiasme dans la campagne anti-soviétique hystérique des impérialistes. Ils ont continué en soutenant Solidarność en Pologne, une organisation contre-révolutionnaire financée par la CIA et la social-démocratie allemande, et soutenue par les impérialistes et le Vatican. Pour eux, «*solidarité avec Solidarité*» était le point de départ pour s'unir à des gens comme le SPD allemand, Mitterrand et les chefs de l'«*AFL-CIA*» américaine. Quelques années plus tard, ils ont soutenu sans réserve la contre-révolution en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique. Le fait qu'ils donnent aujourd'hui un alibi et qu'ils applaudissent à la guerre impérialiste ou à l'«*intervention*» dans les Balkans et au Timor-Oriental, ce fait est simplement la continuation de leur alignement avec les forces de la contre-révolution pendant la deuxième guerre froide.

L'antisoviétisme est devenu le ciment du front populaire de Mitterrand en 81. Le Parti socialiste a tenu compte des avertissements des impérialistes que le Parti communiste ne serait pas le bienvenu au gouvernement, et le «*front populaire de l'OTAN*», comme nous l'avons appelé à l'époque, s'est présenté explicitement – et sans le PC – sur un programme d'austérité anti-ouvrière et d'antisoviétisme.

Quand les impérialistes et les sociaux-démocrates ont commencé à se retirer des «*expérimentations*» de front populaire, cela a mis le PC dans une situation inconfortable: ou il renonçait à son soutien à l'intervention soviétique en Afghanistan, ou il restait en dehors du courant dominant

du front populaire. D'abord, le dirigeant du PC Marchais a annoncé sa candidature indépendante. Le PC s'est plaint que par trois fois – 1936, 44 et 72 – «*l'union PC-PS, pourtant née dans l'enthousiasme, s'est mal terminée.*» Le PC disait, «*pour la première fois nous plaçons d'emblée, de manière offensive [...] la question du vote communiste au centre de la bataille.*»

C'est à ce moment-là que la LTF a soulevé la possibilité de donner un soutien critique à Marchais. Le reste de la gauche pleurait pour l'«*unité*» – un retour au vieux front populaire de l'Union de la Gauche, et ils critiquaient le PC en le traitant de diviseur. Mais nous étions, et nous sommes encore, la seule tendance à proclamer ouvertement que le front populaire est un obstacle à la révolution. Donc nous avons réagi à ces propos combatifs inhabituels des staliniens en déclarant que si le PCF conduisait une campagne indépendante de toute implication de front populaire avec la bourgeoisie, nous envisagerions de donner à Marchais un soutien électoral «*sauvagement critique*», comme un vote de classe contre classe.

C'était un soutien tactique, critique, qui pouvait nous permettre d'exploiter les contradictions à l'intérieur du Parti communiste, et d'arracher des ouvriers combattifs à leur direction traître, en indiquant que l'indépendance du mouvement ouvrier vis-à-vis de l'Etat bourgeois était une question clé, en particulier dans un pays comme la France où le front-populisme est une forme tellement commune de collaboration de classes, et en opposant cela à la politique historique du PC de trahison réformiste de la classe ouvrière. Bien entendu, nous savions qu'en cas de conflit décisif entre sa propre bourgeoisie et l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, la direction notoirement chauvine du PCF s'alignerait du côté de sa propre bourgeoisie. Mais nous cherchions une occasion de voter pour un parti de la classe ouvrière qui ne soit pas en bloc avec des forces bourgeoises, et qui, au milieu de la campagne de guerre antisoviétique hystérique, était associé avec l'intervention soviétique en Afghanistan.

Bien entendu, peu après, la direction du PC s'est embarquée dans une vicieuse campagne anti-immigrés, y compris en envoyant littéralement un bulldozer contre un foyer immigré à Vitry. Cette attaque raciste et chauvine rendait la candidature de Marchais non soutenable pour des révolutionnaires, et en fait pour tout ouvrier ayant une conscience de classe. Ensuite, dans la foulée de ses résultats électoraux désastreux du premier tour, le PC a sauté sur le char de Mitterrand. Et peu après la victoire de Mitterrand en mai 1981, il a laissé tomber toute prétention à défendre l'URSS contre l'offensive de guerre froide de l'impérialisme occidental, afin de s'assurer quatre sièges dans le gouvernement Mitterrand.

Quand Mitterrand a été élu en tant que premier président socialiste de la Cinquième République, il y avait littéralement

des gens qui dansaient dans la rue, alors que des milliers de travailleurs affluaient sur la place de la Bastille pour festoyer. Deux ans plus tard, cependant, les sondages lui donnaient le plus bas score de popularité d'aucun président sous la Cinquième République. Des plans d'austérité plus sévères que tout ce que les régimes bourgeois précédents de Giscard ou des gaullistes avaient jamais proposé, un chômage accru, et la fuite des capitaux, conduisaient à de l'agitation ouvrière et, de façon significative, à une augmentation de l'activité fasciste alors que le gouvernement menait une campagne raciste pour diviser la classe ouvrière. Il y a eu des grèves ouvrières significatives contre l'austérité du front populaire de Mitterrand. Un certain nombre d'entre elles impliquaient une forte proportion d'ouvriers immigrés. Un point marquant c'était lors de la grève en 1983 des ouvriers de Flins, en grande partie immigrés, où le Premier ministre Mauroy, a déclaré que les grévistes étaient «*manipulés par les ayatollahs*», pour dresser les ouvriers français contre les ouvriers immigrés.

Mais ces grèves ont été systématiquement minées par les dirigeants traîtres réformistes, aidés par leurs valets, ceux que l'on appelle à tort l'«*extrême gauche*». Donc ce qui a occupé le devant de la scène en tant qu'«*opposition*», c'était des manifestations de masse de la petite-bourgeoisie enragée, dirigées par des réactionnaires. Les campagnes racistes et anti-ouvrières du gouvernement ont gonflé les voiles des fascistes du Front national. Le Front national est passé de moins de 1% à plus de 10%. Donc, au moment des élections présidentielles de 1988, l'«*argument*» de la pseudo-gauche pour voter Mitterrand et le front populaire, c'est qu'ils étaient un rempart contre les fascistes. C'est un argument classique des front-populistes, comme nous l'avons vu plus haut.

Donc, comment briser ce cycle de front-populisme et de réaction, qui est la norme en France au moins depuis 1936? Eh bien, il est important de regarder de plus près l'exemple vraiment victorieux de lutte contre le front-populisme. C'est la lutte du parti bolchévique contre les menchéviks, de février à octobre 1917. Le gouvernement provisoire était un gouvernement de front populaire, une coalition entre les menchéviks et le Parti socialiste-révolutionnaire d'un côté, et les Cadets de l'autre. Avant le retour en Russie de Lénine en avril 1917, la majorité du parti bolchévique donnait un «*soutien critique*» à ce gouvernement, alors que celui-ci essayait de subordonner et de détruire les soviets qui étaient des organes prolétariens de double pouvoir.

C'est largement grâce à l'intervention de Lénine que le parti bolchévique s'est réarmé politiquement. Il avait clairement montré que si les bolchéviks flanchaient sur cette question cruciale fondamentale, ce serait mortel pour la révolution. Mais ils n'ont pas flanché, ils ont continué à marteler ce point, mettant bien au centre le

principe de l'opposition prolétarienne à la collaboration de classes, à ce que nous connaissons maintenant comme le «*front-populisme*», et cela a rencontré un écho dans la classe ouvrière. A peine deux mois plus tard, pendant une manifestation le 18 juin 1917 appelée par la direction front-populiste du congrès pan-russe des soviets, les mots d'ordre inscrits sur les banderoles ouvrières étaient «*A bas les dix ministres capitalistes!*», «*A bas la guerre!*», et «*Tout le pouvoir aux soviets!*» – qui étaient les slogans des bolchéviks. Même une répression féroce n'a pas réussi à briser le soutien des ouvriers avancés pour les bolchéviks et, en octobre, sous la direction de ces derniers, le prolétariat a fait l'insurrection, renversant la bourgeoisie et établissant le premier Etat ouvrier dans le monde.

Mais ceci ne tombait pas du ciel: la voie à la révolution d'Octobre a été préparée par la scission en 1903 avec les menchéviks sur la conception d'un parti discipliné de révolutionnaires, par la révolution de 1905, et par la scission avec les sociaux-patriotes pendant la Première Guerre mondiale impérialiste, pas seulement en Russie mais internationalement. En d'autres termes, les bolchéviks se sont battus de façon intransigeante contre la collaboration de classes et le social-patriotisme, ils ont combattu sans relâche le réformisme et le centrisme, et se sont battus pour ancrer leur programme révolutionnaire internationaliste dans le prolétariat.

Le parti bolchévique est resté cohérent dans son insistance à s'opposer au gouvernement provisoire, et dans son insistance pour l'indépendance de la classe ouvrière vis-à-vis des capitalistes. C'est leur *programme* qui a atteint la classe ouvrière. C'est pourquoi il y a eu une révolution socialiste victorieuse en Russie – parce que les bolchéviks avaient le programme et le parti pour pouvoir en fait diriger la classe ouvrière à la victoire.

Si vous voulez changer le monde, si vous voulez lutter pour de nouvelles révolutions d'Octobre et pour le communisme de Lénine et de Trotsky, alors étudiez ce qui peut remporter la victoire, et ce qui est condamné à l'échec. Le front-populisme signifie seulement la continuation de la misère pour la classe ouvrière et les opprimés. C'est pourquoi nous, et c'est seulement nous la LCI qui avons cette position, nous nous sommes toujours farouchement opposés non seulement à ce gouvernement de front populaire, mais aussi à la stratégie de soutien à n'importe quelle formation de front populaire, pour quelque raison que ce soit ou sous quelque apparence que ce soit. Notre programme se base sur les leçons du bolchévisme, et nous nous battons pour construire, en France et internationalement, le parti qui peut diriger la classe ouvrière dans une lutte victorieuse pour de nouvelles révolutions d'Octobre, pour débarrasser le monde du capitalisme et de l'oppression, la pauvreté, le racisme, le fascisme et la guerre qu'il engendre. ■

## Timor-Oriental...

Suite de la page 12

France, mais en Australie, quand et là où cela comptait, leurs camarades de Workers Power (WP), sous la pression de la bureaucratie travailliste qui scandait «*Entrée des troupes australiennes!*», n'auraient pas, même en rêve, osé nager contre le courant chauvin, et ils n'ont pas appelé au retrait des troupes australiennes. En fait, ils ont donné leur approbation tacite à la présence de l'ONU au Timor-Oriental, en exigeant que le vote récent soit supervisé par «*des représentants pas juste de l'ONU, mais du mouvement ouvrier mondial*» (Workers Power, août-octobre). Ainsi ils ajoutaient foi aux prétentions des impérialistes que ceux-ci défendraient la démocratie. WP semble croire que l'occupation impérialiste est une condition préalable à la révolution ouvrière! Comme au Kosovo, où les acolytes britanniques de WP évo-

quaient la possibilité d'une révolution socialiste sous les bâtonnettes de l'OTAN, au Timor-Oriental ils appellent à une «*milice populaire*», «*des conseils de délégués ouvriers, paysans et étudiants*» et «*un gouvernement ouvrier et paysan*» – tout ça sous les yeux de l'ONU!

Pouvoir ouvrier tout comme Workers Power ont salué le «*boycott des échanges avec l'Indonésie*» par les dockers australiens. L'appel de la confédération syndicale australienne à ces boycotts n'était qu'un vernis «*ouvrier*» pour des sanctions impérialistes australiennes. Le blocage par le syndicat des dockers Maritime Union of Australia des envois de nourriture et de bétail pour l'Indonésie est un acte méprisable visant les travailleurs et les pauvres à un moment où des millions de personnes sont menacées par la famine.

Pas un seul de ces groupes en France ne mentionne même la présence de troupes françaises au Timor! Après avoir capitulé face à leur propre bourgeoisie pendant la

guerre froide contre l'Union soviétique sous couvert de «*droits de l'homme*», et après la guerre dans les Balkans où la pseudo-gauche a embrassé le prétexte de l'oppression des Albanais du Kosovo pour soutenir leur propre gouvernement de front populaire, ce marais pseudo-trotskyiste soutient de plus en plus ouvertement sa propre bourgeoisie dans ses aventures militaires meurtrières. Les rivalités impérialistes croissantes depuis la destruction finale de la révolution d'Octobre dans l'ex-URSS préparent le terrain pour une troisième guerre mondiale et l'annihilation nucléaire de l'humanité. Nous nous battons pour gagner les ouvriers et jeunes de gauche à la compréhension que nous devons nous opposer en paroles et en actes à toute aventure militaire de l'impérialisme, français et autre – y compris de l'OTAN, et de l'ONU qui sert de feuille de vigne à leurs machinations –, dans le cadre d'un programme pour balayer l'impérialisme par la révolution ouvrière. Reforgeons la Quatrième Internationale! ■

**SPARTACIST**

**The Bankruptcy of "New Class" Theories**  
Tony Cliff and Max Shachtman:  
Pro-Imperialist Accomplices of Counterrevolution

The Stalinist Thermidor: the Left Opposition and the Red Army 2  
On Trotsky's Concept of a "Reiss Faction" in the Soviet Bureaucracy 26  
Social War: Imperialism, Occupation of Russia, All U.S./UN/NATO Forces Out of the Balkans Now! 40  
April 1999 Declaration of the International Communist League: Defeat Imperialism Through Workers Revolution—Defend Serbia 42  
Women and Revolution and ICL Perspectives: For Women's Liberation Through Socialist Revolution! 58

**Forge a Trotskyist Party! For Workers Revolution! Lessons of Indonesia 1965**

**Vient de paraître!**  
**Spartacist**  
(édition anglaise)  
n°55, automne 1999 – 10F  
Ecrire au: Bolchévick,  
BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

## Indépendance immédiate!

# Troupes impérialistes de l'ONU hors du Timor-Oriental!

### Troupes françaises, hors du Timor-Oriental et hors du Pacifique!

Fin septembre, des milliers de soldats australiens équipés de chars, de véhicules blindés et d'hélicoptères, rejoints par leurs partenaires impérialistes en chef américains ainsi que par des contingents des Etats asiatiques de la région, de la Grande-Bretagne et de la Nouvelle-Zélande ont occupé le petit et pauvre Timor-Oriental. Nous, la Ligue communiste internationale, déclarons notre opposition sans ambiguïté à cette invasion néocoloniale, perpétrée sous les auspices des Nations Unies! Nous exigeons: **Indépendance immédiate pour le Timor-Oriental! Toutes les troupes impérialistes de l'ONU, dehors maintenant!**

Si la présence de la soldatesque française dans ce corps expéditionnaire est relativement petite numériquement (elle doit être réduite à environ 150 hommes d'ici mi-décembre), l'impérialisme français n'en est pas moins de la partie. Il en profite pour rappeler qu'il dispose de bases militaires dans sa colonie de Nouvelle-Calédonie, d'où sont parties ses premières troupes vers le Timor dès le 11 septembre. **Troupes françaises, hors du Timor-Oriental et hors du Pacifique! Indépendance immédiate pour la Nouvelle-Calédonie!**

Un mois après que le peuple du Timor-Oriental avait voté dans son immense majorité en faveur de l'indépendance par rapport à l'Indonésie, les impérialistes ont lancé l'«opération stabilisation» qui prépare non pas l'indépendance mais une présence impérialiste à long terme. C'était Washington, rejoint par le gouvernement australien, qui avait aidé à orchestrer en 1965 en Indonésie le bain de sang d'un million de communistes, d'ouvriers combattifs, de paysans et de Chinois et qui avait installé au pouvoir la dictature militaire de Suharto. Et c'était les Etats-Unis et les impérialistes australiens qui, dix ans plus tard, donnèrent à Djakarta le feu vert pour s'emparer de et annexer le Timor-Oriental, une ancienne colonie portugaise. Plus de 200 000 Est-Timorais ont perdu la vie au cours de cette brutale annexion, et des milliers et des milliers d'autres sont morts en combattant pour leur indépendance contre la domination sanguinaire de l'Indonésie, une domination qui reposait sur l'entraînement militaire et le soutien des impérialistes qui aujourd'hui se posent en «libérateurs» du Timor-Oriental. La condition préalable à l'indépendance du Timor-Oriental aujourd'hui, c'est le retrait immédiat de toutes les troupes impérialistes de l'ONU!

Les impérialistes ont pris comme prétexte à cette dernière démonstration de force le massacre des Est-Timorais par les «milices» soutenues par l'armée indonésienne, qui se sont renforcées par centaines suite au vote sur l'indépendance. La capitale Dili a été presque totalement dépeuplée par des expulsions forcées. En fait, Washington a pour principale préoccupation de maintenir la «stabilité» en Indonésie, en soutenant le régime couvert de sang



La force d'occupation de l'ONU dirigée par l'Australie débarque au Timor-Oriental.

### LO, LCR, etc., fer de lance pour l'impérialisme des «droits de l'homme»

de l'Etat policier qui est secoué depuis deux ans par des soulèvements politiques et par la crise économique. Les Etats-Unis, craignant que l'agitation en Indonésie se poursuive alors que l'armée et ses bandes de miliciens se déchainent, sont en train de promouvoir une force militaire avec pour fer de lance leur allié impérialiste australien, qui a ses propres intérêts dans la région.

En tant qu'internationalistes révolutionnaires, nous savons que l'intervention impérialiste est contraire à la mobilisation du puissant prolétariat indonésien qui mène des luttes acharnées contre l'austérité et le chômage massif dictés par le Fonds monétaire international (FMI). Même sous la botte de la terreur militaire, il y a eu de nombreuses manifestations à Djakarta - y compris des batailles de rue avec la police armée de matraques - contre les massacres de l'armée indonésienne au Timor-Oriental. Ce sont les millions de prolétaires d'Indonésie qui, en alliance avec les ouvriers des pays impérialistes de la région, sont les alliés du peuple est-timorais, et qui ont potentiellement la puissance sociale pour mettre fin au joug néocolonial auquel ils sont confrontés maintenant.

L'Indonésie est elle-même un pays à développement capitaliste retardataire, dont toutes les ailes de la bourgeoisie sont liées à l'impérialisme et sont incapables de remplir les tâches historiquement associées à la révolution démocratique-bourgeoise - la libération nationale, la révolution agraire, l'égalité au niveau de la loi pour les femmes, et la démocratie politique. Pour accomplir ces tâches et pour mettre un terme à l'exploitation des masses, il est nécessaire que le prolétariat prenne le pouvoir - c'est le programme trotskyste de la révolution permanente. Pour consolider le pouvoir prolétarien face à l'impérialisme

hostile et jeter les fondations du développement de l'économie socialiste dans l'Indonésie arriérée, il faut une lutte pour la révolution socialiste au niveau international, en particulier dans l'Australie, le Japon et les Etats-Unis impérialistes. Et, dans le contexte de la course à la contre-révolution capitaliste en Chine et des menaces impérialistes de guerre sur la question de Taïwan, toute invasion du Timor-Oriental soulève le spectre d'une menace militaire contre la Chine et les autres Etats ouvriers bureaucratiquement déformés d'Asie - le Vietnam et la Corée du Nord.

De façon dégoûtante, mais pas pour la première fois, la position de beaucoup de gens qui se proclament socialistes a été d'appeler les ouvriers et les jeunes à soutenir les interventions «humanitaires» de l'impérialisme - hier au Kosovo, aujourd'hui au Timor-Oriental. De manière encore plus flagrante qu'au Kosovo, les réformistes ont embrassé l'impérialisme des «droits de l'homme» au Timor-Oriental. Ainsi, en Australie, les réformistes de l'International Socialist Organization (ISO, organisation sœur de Socialisme par en bas en France, affiliée au Socialist Workers Party de Tony Cliff en Grande-Bretagne) ont participé aux rassemblements de guerre qui appelaient ouvertement à une intervention impérialiste au Timor-Oriental et ont salué le blocus des navires indonésiens imposé par la bureaucratie travailliste chauvine, qui était un soutien à peine voilé aux sanctions impérialistes. Alors que des rassemblements chauvins de milliers de personnes avaient lieu en Australie - y compris au cours desquels des drapeaux indonésiens étaient brûlés et des mots d'ordre tels que «Indonésie dehors! Entrée de l'ONU!» étaient scandés - l'ISO a emboîté le pas en

apportant son soutien à un appel à une manifestation à Melbourne dont le mot d'ordre était «Indonésie dehors - Entrée des soldats de la paix!», malgré leur position sur le papier que «les troupes ne sont pas la réponse au supplice du Timor» (*Socialist Worker*, 24 septembre).

Effectivement, les cliffistes ont développé leur engouement pour l'impérialisme «démocratique» après la Deuxième Guerre mondiale, en pleine croisade menée par les Etats-Unis pour détruire l'URSS - le puissant bastion militaire des Etats où le capitalisme avait été renversé. Le groupe de Cliff a vu le jour en 1950 en s'opposant à la défense de la Corée du Nord, de la Chine et de l'Union soviétique contre les impérialismes américain et britannique lors de la guerre de Corée, opposition pour laquelle il a été exclu de la Quatrième Internationale trotskyste.

En France, les pseudo-trotskystes à la traîne du gouvernement ont surtout critiqué l'ONU... pour ne pas être intervenue plus tôt. Ainsi, les cliffistes de Socialisme par en bas pleurnichaient: «Alors que l'ONU connaissait parfaitement les dangers et les plans d'actions des milices anti-indépendantistes et de l'armée indonésienne, elle n'a rien mis au point pour prévenir la terreur qui sévit au Timor» (*Socialisme par en bas* n° 23, octobre). De même, Lutte ouvrière se plaignait que «le mal a déjà été fait» et que si les impérialistes avaient vraiment voulu empêcher la catastrophe, «l'ONU et les pays impérialistes auraient eu tout le temps de le faire» (*Lutte de classe* n° 45, septembre-octobre).

Krivine de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a été encore plus explicite, dans une intervention au parlement européen au nom de la LCR et de Lutte ouvrière: «On sait déjà que les secours arriveront trop tard pour sauver bien des vies. [...] La résistance timoraise avait lancé un cri d'alarme, exigeant des Nations Unies qu'elles assurent elles-mêmes la sécurité du scrutin d'autodétermination. Il y a eu crime de non-assistance à peuple en danger. [...] A qui fera-t-on croire que les Etats-Unis mais aussi la France, qui a noué une coopération militaire avec Djakarta, n'avaient pas les moyens de pression suffisants pour arrêter le bras des assassins?» (*Lutte Ouvrière* n° 1628, 24 septembre).

La LCR, qui avait poussé à une intervention militaire dominée par l'Europe au Kosovo, embrasse maintenant l'appel à «l'intervention urgente d'une force de paix» au Timor-Oriental (*Rouge* n° 1841, 9 septembre). Ils se sont montrés même plus bellicistes que le gouvernement de front populaire de Jospin, reprochant à l'ONU de «temporiser» et dénonçant qu'en France «le Premier ministre est resté remarquablement discret sur cette question...» (*Rouge* n° 1844, 30 septembre)! Le Secrétariat unifié, dont fait partie la LCR, a, tout comme les cliffistes, embrassé l'impérialisme «démocratique» au cours de la deuxième guerre froide lorsqu'il a embrassé des groupes contre-révolutionnaires du genre Solidarność et est monté avec Eltsine sur les barricades de la restauration capitaliste soutenue par les impérialistes.

Pouvoir ouvrier a déclaré «Non à l'intervention de l'ONU!» (*Pouvoir Ouvrier* n° 56, septembre-octobre). Facile à dire en

Suite page 11